

NATIONALISME

ET

SOCIALISME

LE BILAN D'UNE DISCUSSION

1958-59

SOCIALISME DE CONSEILS

Raisons de cette brochure

En 1958, paraissait un numéro spécial 7/8 de la revue "Noir et Rouge" consacré entièrement au Nationalisme. Un de nos camarades fut chargé de l'analyser et d'en profiter pour exprimer l'opinion de l'ensemble des camarades sur ce problème.

Alors que l'on pouvait raisonnablement espérer que la "question nationale" ne constituait plus un problème pour des socialistes, nous dûmes nous apercevoir qu'elle continuait à empoisonner de ses relents pestilentiels, non seulement une grande partie de l'avant-garde mais également, plus près de nous, certains de nos camarades.

Il en résultât une discussion générale, fort utile, à notre avis, et que nous pensons nécessaire de faire connaître à un cercle aussi large que possible de camarades qui s'intéressent à ce problème et qui, comme nous, souhaitent sortir de la crise dans laquelle se débat depuis des années le mouvement ouvrier.

Nous allons donc donner ci-après, l'essentiel de la discussion et des positions franchement antagonistes qui se sont cristallisées sur ce problème qui est, comme on le verra, à la base de tous les autres.

### Positions du camarade A. sur Noir & Rouge

Pour les camarades de "Noir & Rouge", les nationalismes constituent une étape nécessaire vers la libération des peuples, et, par conséquent, un pas de plus vers l'anarchie. Une étape historique: car la cristallisation, même dans les petits pays, d'une conscience nationale, ouvrira nécessairement une période de luttes contre les pays exploités et, en même temps un développement de la conscience de classe.

Nous avons entendu mille fois dans les milieux dits ouvriers les mêmes arguments, nous avons constaté le même sentimentalisme dans leur analyse. Les mouvements d'émancipation nationale sont progressifs dans la mesure où s'affaiblissent les impérialismes. De plus, la création de nouvelles nations aura des conséquences dans les rapports économiques et culturels, et, un nouvel équilibre des forces mondiales permettra à la classe ouvrière de comprendre son rôle historique. Telle est en gros la position de "Noir & ROUGE".

Ils se défendent, il est vrai d'être nationalistes. La fédération des peuples librement consentie est leur but idéologique mais le nationalisme d'aujourd'hui constitue la pierre de touche de la politique mondiale; c'est dans cette mesure qu'ils sont favorables aux mouvements d'émancipation nationale et coloniale. Ils n'apportent, comme nous le voyons, rien de nouveau. Leurs positions reposent, en partie, sur le mythe de la révolution des "peuples", contre d'autres peuples exploités. Leurs analyses sont vagues et contradictoires, ils font souvent appel à l'histoire, sans tenir compte de la position sociale de ces peuples et des classes sociales qui provoquent ces mouvements de révolte.

Le mythe national, même s'il est issu d'une révolte contre une autre nation qui opprime, a des causes essentiellement économiques et toujours en dehors de la partie consciente du peuple. La Révolution Française a donné au peuple français une conscience nationale plus grande que toutes les dynasties qui l'ont précédée mais la suite en fut une série

de guerres jusqu'à nos jours. Saint-Just rappelle que ce sont les ouvriers qui ont fait les plus grands sacrifices et ce sont eux les moins favorisés dans les révolutions et dans les guerres. Cet exemple se retrouve dans la Révolution Russe. Les guerres coloniales du XIXème siècle donnent naissance, après la chute de l'empire colonial espagnol à plus de vingt nations en Amérique, malgré l'affinité des langues et des cultures, ces nations n'apportent pas de solution humaine à leurs peuples. De nouvelles nations: Birmanie, Indonésie, Malaisie, Canada, Indes, Maroc, Tunisie et bien d'autres ont acquis leur "indépendance" en brandissant le drapeau du nationalisme. Ces nations ont la même structure que les anciennes nations dominatrices, car, une nation en gestation nourrit les mêmes vices que les autres Etats. La mystique nationaliste sera le moteur idéologique par quoi une classe en exploitera une autre car, créer une nouvelle nation signifie créer des lois, des administrations et des institutions en fonction d'intérêts de classes. Toutes ces institutions reposent sur des principes politiques et économiques bien définis.

Nous arrivons maintenant à la question la plus importante. Les anarchistes de "Noir et Rouge" devraient nous dire comment et pourquoi les nations sont des entités économiques, les facteurs et les raisons pour lesquels un peuple "choisit" une nouvelle identité. On ne peut pas définir le concept nationaliste sans préalablement choisir les principes économiques suivant lesquels les nouvelles nations seront administrées et selon lesquels le peuple développera son économie.

Les petites nations nouvellement créées auront besoin de l'aide des nations les plus puissantes, car on ne peut concevoir le développement moderne de ces petits pays sans l'intervention financière et technique des grandes nations. Les nations nouvelles sont donc dès le début accablées de dettes, sans parler de l'aspect politique: il n'y a guère de prêts sans garantie ou intérêts. Nous connaissons depuis longtemps ces formes de pénétration financière. Nous devons



tirer la conclusion que chaque novellenation signifie pour les pays les plus développés de nouveaux débouchés, la création de nouveaux marchés, donnant par la suite naissance à des besoins de plus en plus grands. Loin d'affaiblir les impérialismes, l'apparition de nouvelles nations les renforce grâce à cet accroissement constant de nouveaux débouchés. C'est à cela que nous conduit la mystique du nationalisme. Nous pouvons dire en tant qu'européens que, malgré des siècles "d'indépendance" nationale notre économie est de plus en plus compromise: la pénétration financière des Etats-Unis en Europe s'accroît chaque jour et pourtant une grande partie de l'Europe est fortement industrialisée. Cette situation paradoxale plaçant certains pays hautement développés au même rang que certains pays nouvellement créés nous laisse perplexes devant la perspective nationaliste qui commence à s'ouvrir en face de la pénétration économique des Etats-Unis en Europe. Le marché commun est une preuve de la révolte de la vieille Europe. Un esprit nationaliste, voire européen, se développe en face des deux puissances qui dominent le monde. Nous voyons mal, en tant que travailleurs, comment nous associer à cet esprit nationaliste contre la tyrannie financière des Etats-Unis.

Notre libération sera économique et sociale et rien d'autre. Les problèmes des peuples d'Europe et d'Afrique sont, dans le fond, exactement les mêmes. Nous n'avons pas compris nos frères des pays arriérés parce que nous n'avons pas compris nos propres problèmes. L'histoire a pour nous un contenu social. Il ne faut pas confondre les nouveaux rapports de force mondiaux imposés par les armes depuis la dernière guerre, avec l'évolution des forces sociales qu'on empêche de se développer en jouant la carte nationale. Non, les nationalismes ne sont nullement un processus historique nécessaire au vingtième siècle comme l'affirme "Noir & Rouge".

L'indépendance nationale est un mot d'ordre confus parce que l'économie moderne a un caractère universel. De nouvelles frontières seront fixées mais, leurs économies gra-

viteront dans l'orbite du dollar, de la livre ou du rouble. Nous aurons beau crier, nous Européens, qui avons soumis pendant des siècles d'autres peuples, notre indépendance.

Nous ne pouvons pas être favorables à l'indépendance nationale, parce que, dans toute nation, quelque soit le degré de son développement, il existe la dépendance de l'homme et la négation de l'être en tant qu'individu. Notre bataille doit être, sans distinction de race ni de couleur, la libération de l'individu contre le nationalisme qu'exalte la petitesse de l'homme en lui imposant un drapeau et d'autres devoirs patriotiques.

On ne peut pas affirmer, comme le fait "NOir & Rouge", que le vingtième siècle fermera l'ère nationaliste, que le monde aura terminé son développement économique et que s'ouvriront de nouvelles perspectives pour l'humanité. Il s'agit de savoir quelle est la valeur de telles perspectives car il se dégage, à travers leurs études, l'impression que les peuples n'auront rien compris s'ils n'ont pas traversé cette étape historique.

Devant une telle affirmation, on est obligé de rappeler que toute véritable révolte des peuples est terminée par des antagonismes d'intérêts entre classes. Tel est pour nous, révolutionnaires, le vrai sens de l'histoire. L'histoire est composée de faits sociaux antérieurs à la nation; de là, les différentes interprétations des faits historiques. Lier le développement de l'humanité à la notion nationaliste, c'est méconnaître les facteurs qui composent les nations en tant qu'entités économiques. Si les révolutionnaires ont existé à l'aube de la civilisation sociale de l'humanité, c'est parce que la lutte de classes date des temps les plus reculés de l'histoire. Les éléments qui composent une organisation sociale, même primitive, sont d'ordre économique. Chaque groupement humain, même sans frontière bien définie, constitue en puissance un Etat avec une technique plus ou moins rudimentaire de l'économie. La stratification des groupements humains est inconcevable sans l'autorité d'une aristocratie,

d'un despote ou d'une bureaucratie. Même le troc, la forme la plus primitive du commerce, obéissait à un besoin social, au profit d'une classe ou d'une aristocratie, au préjudice de ceux qui produisaient la richesse.

Depuis les plus anciennes formes de la civilisation, jusqu'aux plus hautes formes de l'économie capitaliste moderne, ce sont toujours les producteurs qui supportent le poids de toutes les exigences sociales. Nous pouvons dire que la position de "Noir & Rouge" est purement émotive et sentimentale. La lutte pour la liberté d'un peuple, c'est la lutte contre les causes économiques qui provoquent les guerres, c'est la lutte pour la suppression des classes sociales et, à une échelle plus grande, la suppression des nations et des Etats.

Le Nationalisme au XXème siècle de l'ère chrétienne  
et les pays sous-développés

**I- Problème du socialisme**

La rectitude du jugement, celle de la pensée et par conséquent celle de l'action ne peuvent aller sans la rigueur des principes.

Pour l'oeuvre scientifique la cohérence des hypothèses et des définitions et <sup>la</sup> conséquence interne des déductions est l'objectif premier. Par une tendance générale, on essaiera de réduire les hypothèses au minimum, l'optimum est atteint lorsque l'hypothèse se réduit à une, fondamentale, qui donne tout son sens scientifique <sup>à la théorie</sup> du terme. Il va de soi que ces hypothèses doivent être confrontées à l'expérience, dernière instance pour juger de la rectitude de la théorie. Pour nous, cette hypothèse fondamentale, confirmée à nos yeux par l'expérience quotidienne, c'est l'obligation pour l'humanité de réaliser le Socialisme ou de sombrer dans le chaos.

Si on la rejette, si on admet qu'elle est démentie par les faits, toute discussion ou recherche ultérieure devient inutile.

Le corps de définitions qui doit compléter cette hypothèse fondamentale, c'est celui qui concerne la société socialiste. Reconnaissons que les "théoriciens" se sont assez peu penchés sur le problème et que les définitions que l'on a données du socialisme sont surtout négatives.

Nous proposons la définition minimale suivante:

Le socialisme, c'est la gestion, par les producteurs eux-mêmes, libres et égaux, de la production.

Dans cette définition, nous avons introduit le mot gestion qui déjà nécessite une précision: Par gestion, il faut entendre l'organisation et la fixation du niveau de la production et également la répartition des produits.

Une telle organisation ~~aux producteurs~~ une telle répartition ne peuvent se faire au hasard.- Elles nécessitent une unité de mesure, une unité comptable. Il faut comprendre que

cette unité comptable est fondamentale car elle conditionne le calcul économique et, par conséquent, sans elle, toute "planification" est impossible.

Mais cette gestion doit être l'oeuvre des producteurs, libres et égaux, cette gestion collective implique donc une unité sociale: cette unité est le temps de travail social moyen.

De la définition posée nous avons déduit un véritable théorème: Pour que la société socialiste existe il faut pouvoir définir un temps de travail social moyen. Remarquons que la définition que nous avons donné ~~xxxxxxxx~~ de la société socialiste contient les caractères que l'on s'accorde généralement à lui octroyer: suppression de l'exploitation de l'homme par l'homme, disparition des classes sociales, etc...

(Nous laissons évidemment de côté ici les problèmes moraux ou éthiques de libération totale ou de bonheur de l'homme qui sont sur le plan individuel, et qui bien que conditionnés par la réalisation de la société sans classe ne sont pas à aborder ici et sont à abandonner aux accoutumés de la propagande idéologique.).

La nouvelle unité comptable implique l'existence d'un type de travail qui permet sa définition et ceci avant même la réalisation de la société socialiste. Pour la première fois dans l'histoire de l'humanité, et ce point est très important, apparaît un tel type de travail, collectif, étendu, social. C'est celui qui est exécuté dans l'ensemble des industries hautement développées de notre planète. Il entraîne progressivement dans son système l'ensemble de l'humanité. Ce système, c'est le système capitaliste.

Comme il est de bon ton de citer les autorités rappelons que Marx considérait que le "rôle historique" du capitalisme était la réalisation de cet état de choses. Une des conséquences principales du capitalisme est la création d'une classe qui effectue le travail social: le prolétariat.

Les conditions matérielles du passage au socialisme sont ainsi créés dès que le capitalisme est lui-même sur son déclin. L'inéluctabilité de ce déclin doit faire partie de l'hypothèse

fondamentale (c'en est en fait la deuxième partie) mais celle ci admise, si les conditions citées sont nécessaires elles ne seront pas suffisantes car il faut que le prolétariat appelé à assumer la gestion de la nouvelle société, mis en demeure de remplacer la société capitaliste, le veuille.

C'est là le rôle de la conscience de classe, qui n'a de sens qu'étendue à la collectivité. Dans cette perspective où la volonté des hommes joue un rôle non négligeable le mot progrès perd tout son sens si on veut le borner au seul sens matériel.

On ne peut parler que de mouvements, de forces dont la résultante est la création d'une situation économique et sociale plus ou moins adéquate à la transition. Le but de cet article est justement une étude sommaire de ces mouvements contemporains et des perspectives qu'ils nous fournissent.

On voit bien par ce qui précède que le socialisme est considéré ici comme réalisable dans les seules sociétés industrielles douées d'un prolétariat. Cette position n'est pas défendue par tous. Une querelle célèbre a opposé marxistes et narodniks, sur la possibilité pour une société basée sur le communisme agraire primitif de passer directement au stade socialiste. On sait que Marx, malgré des sympathies évidentes pour les narodniks, s'est prononcé en fin de compte contre cette possibilité en Russie, arguant que le Mir (ou commune rurale) étant en voie de disparition: la Russie devait suivre le chemin de l'Angleterre sur la voie de la Capitalisation. L'histoire devait donner tort aux populistes et au docteur Charles Marx. La Commune rurale ne se transformâ pas en commune socialiste et la Russie ne suivit pas le chemin de l'Angleterre réalisant son industrialisation selon une méthode propre.

Nous envisagerons également le type de société capitaliste qui devait s'installer dans ce pays arriéré et également la situation des pays sous-développés dans la conjoncture mondiale.

## 2- Rôle et accomplissement du Capitalisme moderne.

Le monde actuel est, disent les journaux et radio, divisé en deux blocs hostiles. En fait cette hostilité nous pou-

vons la laisser de côté pour l'analyse économique-sociale qui va suivre.

Aussitôt une différence fondamentale saute aux yeux, l'existence de pays industriels hautement développés (limités à l'Europe y compris l'URSS, les Etats-Unis et le Japon) et les pays dits sous-développés.

Nous commencerons par une étude rapide des premiers sans entrer dans trop de détails :

a) Les pays techniquement évolués

Tous présentent un caractère commun : l'existence d'une forte industrie y est accompagnée de celle d'un salariat hiérarchisé, c'est à dire d'un prolétariat, et de l'exploitation de l'homme par l'homme. Ils ressortissent donc tous au système capitaliste. Cependant, entre eux, dues à leur développement historique, existent des différences suffisamment importantes pour qu'on s'y arrête.

Le premier système capitaliste historiquement développé fut le capitalisme libéral ou concurrentiel. Il n'en reste guère à l'heure actuelle d'exemple pur. Il a été fortement contaminé par une nouvelle forme de capitalisme, le capitalisme d'Etat que nous examinerons.

Né en Europe Occidentale le capitalisme libéral connut un enfantement bruyant et sanglant. Celui de la révolution bourgeoise. Il amena avec lui la destruction de l'ancien Mode d'exploitation féodal, dont l'une des premières conséquences fut la destruction de l'ancienne propriété agricole.

En France, par exemple en 1789, la paysannerie fournit la masse de manoeuvre de la révolution. A bien des égards celle-ci peut être regardée comme la première révolution paysanne de l'histoire. La paysannerie française en retira la création de la petite propriété agricole qui survit encore dans ce pays fortement traditionaliste. Mais la paysannerie ne saurait former à elle seule une classe dominante, l'Industrie devait bientôt se développer, basée sur l'entreprise individuelle et l'initiative privée du capitaliste directeur d'usine.

L'accumulation primitive du capital commençait avec son cortège d'exploitation accrue de sueur et de sang. La nouvelle classe possédante, la bourgeoisie se développait. Elle était bien différente des Jacobins qui avaient réalisé les conditions objectives de son avènement.

Son idéologie de liberté, d'égalité, de fraternité utilisée autrefois pour abattre le féodalisme autoritaire en entraînant les masses paysannes, se transportait maintenant sur le plan plus immédiat de la liberté d'accumuler. La confrontation des entreprises se faisant par l'intermédiaire du marché, sa conséquence politique fut la création du Parlement bourgeois. Consécration du régime il représentait le lieu d'accomodation des intérêts particuliers de telle ou telle catégorie de possédants.

Poussés par leur condition d'exploités, les ouvriers d'Europe Occidentale s'organisèrent en syndicats et en partis politiques distincts. La bourgeoisie à son tour fut contrainte à s'organiser, elle forma ses partis selon un mode propre.

Parallèlement le progrès technique devait renforcer cette tendance de la bourgeoisie à se structurer. La qualification, la hiérarchisation poussée du travail eurent pour conséquence une transformation du monde travailleur et une agglutination toujours plus poussée au système.

Très vite l'Etat et le parlement devaient abandonner leur rôle d'arbitre pour devenir un organe effectif de la direction de la société.

Après des intermèdes bonapartistes qui représentent le temps nécessaire à la bourgeoisie pour s'adapter à la nouvelle situation, les oligarchies bourgeoisès devaient venir au pouvoir dans l'ensemble du monde occidental.

Comme l'a dit Cousin\* (Cousin, sur l'Etat) "la révolution bourgeoise avait séparé le bourgeois, type social surgissant du procès économique, du citoyen membre officiel d'une communauté nationale... L'homme de parti survint qui réunit en lui ces deux qualités... Les partis politiques donnèrent à la société bourgeoise la cohésion qui lui manquait".

\* Serge Bucians



6

Cette intervention de l'Etat à l'intérieur de l'Economie devait devenir de plus en plus importante. Prenant à son compte les parties les moins rentables de l'économie (énergie, recherche, industrie lourde) il introduisait son mode propre d'organisation: la bureaucratie. Mais dans la majorité des pays occidentaux celle-ci resta liée à la forme classique de la bourgeoisie et n'a que peu de poids dans la société, même si elle constitue les exploités directement perçus par les prolétaires, ou plus souvent l'écran de fumée qui empêche la prise de conscience de ceux-ci, entraînés qu'ils sont par l'apparente complexité du mouvement social, chloroformés par l'espoir de l'ascension dans la hiérarchie, et les résultats des "conquêtes ouvrières".

Ce phénomène de l'intervention de l'Etat devait connaître des degrés dans les divers pays. Aux Etats-Unis par exemple, le capitalisme libéral garde un semblant d'existence mais, dominé par les trusts, l'Etat y joue cependant un rôle régulateur important pour sa distribution du crédit et surtout par les commandes militaires qui dans ce pays représentent 60% du budget national, et son action sur le marché agricole.

A l'autre extrémité au contraire, les pays scandinaves développèrent naturellement un capitalisme d'Etat intégral, celui du "socialisme ripoliné" comme on l'a spirituellement désigné. Entre les deux se placent l'Angleterre travailliste et la France des "conquêtes de la libération".

Il est tout à fait remarquable que politiquement la social-démocratie se soit trouvée la cheville ouvrière de la réalisation de cette transformation du capitalisme. C'est qu'idéologiquement elle avait développé déjà une théorie du système, le réformisme et que de plus son emprise sur les masses par l'intermédiaire des syndicats, lui permettait de jouer un rôle important dans le maintien de la paix sociale. "Loin d'être les fossoyeurs de la société capitaliste, dit Cousin, les prolétaires social-démocrates en furent les maçons".

Nous remarquerons que l'Allemagne vint relativement tard au capitalisme connut presque immédiatement une forme élevée de concentration. C'est que face à la concurrence mondiale (France et Angleterre) l'Etat Wilhelmien devait avoir une politique économique autoritaire pour l'extraction de la plus-value des masses et la transformation du pays. Le développement industriel s'accompagna d'une accentuation de l'industrie lourde plus poussée que dans les pays capitalistes plus anciens. La social-démocratie allemande, la plus forte d'Europe, devait trouver dans cet état de choses sa vocation et se lança dans la collaboration éperdue avec la bourgeoisie naissante. Elle fut partie même de la bourgeoisie.

Nous avons volontairement laissé de côté le dernier venu des pays dans le concert de l'industrialisation: la Russie.

C'est que son cas ressortit davantage à celui des pays arriérés que nous envisageons plus loin. Face au monde capitaliste tout entier qui l'exploitait de façon semi-coloniale, ce vaste colosse aux pieds d'argile (la Russie tsariste), devait faire appel aux solutions les plus radicales. Elles ne pouvaient intervenir que dans une situation favorable, et celle-ci se trouva créée par la guerre mondiale de 1914/1918.

Battue à l'extérieur, minée à l'intérieur par les mouvements ouvriers et paysans, la Russie tsariste s'écroula pour laisser la place à un régime qui, profitant des troubles à l'Ouest, pouvait établir sa domination.

La dictature sur le prolétariat était née et l'édification selon une formule célèbre du "socialisme dans un seul pays" pouvait commencer.

Là encore se trouvèrent des spécialistes de ces problèmes de la concentration étatique: les social-démocrates orientaux des Lénine et Staline. Radicaux, ils l'étaient et passèrent tout de suite à l'action concrète: Réorganisation de la production, formation de la nouvelle classe d'exploiteurs, la bureaucratie, qui réaliserait l'accumulation primitive. Cette bureaucratie nouvelle se recruta parmi les anciens ouvriers de la Russie tsariste. Parallèlement se réorganisait la condition paysanne avec la suppression de la

propriété individuelle et la collectivisation forcée accompagnée de la liquidation physique de millions de koulagues récalcitrants et de la transformation de nombreux paysans en ouvriers.

La nouvelle classe exploiteuse décide de la production, planifie, absorbe la plus-value. Sa domination s'exerce sur un prolétariat industriel nouveau fortement encadré par des organisations dont le réformisme autoritaire n'est pas différent dans son essence de celui que nous connaissons ici.

La Russie du XXème siècle a réalisé ce que Rosa Luxembourg appelait le capitalisme intégral, celui où le possédant personnalisé a disparu pour laisser la place au possesseur anonyme, l'Etat.

#### b) les pays arriérés

Les grandes découvertes avaient amené à la connaissance et à l'activité des pays Européens l'ensemble du monde. L'industrie ne peut aller sans matière première, ni même sans débouchés pour ses produits. Pressés par la concurrence, les pays capitalistes du XIXème siècle devaient se lancer dans les conquêtes coloniales. L'Angleterre puis la France et enfin l'Allemagne s'y employèrent. Pour la France surtout qui connut la défaite de 1870 un coup d'arrêt fut porté à ses entreprises d'expansion européenne. Il lui fallait trouver autre chose: Elle se retourna vers l'Afrique et l'Asie ou avec l'Angleterre elle ouvrit de "nouveaux et vastes territoires à la domination sanglante du capital et de la civilisation moderne" (Cousin op. cit.) Qu'est-ce qui attirait les capitalistes Européens vers ces pays? Bien entendu le moteur à toute entreprise capitaliste: le profit. C'est que les pays coloniaux permettaient une exploitation intensive et à bon marché de leurs richesses naturelles.

Renforçant ou créant de toutes pièces un féodalisme local, les conquérants se procuraient une main d'oeuvre pratiquement esclave mais suffisante pour le travail qu'on lui demandait. Les ~~colonisateurs~~ colonisateurs se bornèrent en effet à la transformation en greniers à matières premières des nouveaux

pays sous leur domination. Ils y ~~écoulaient~~ <sup>exportèrent</sup> également un certain nombre de leurs produits manufacturés. Les seules exploitations qu'aient connues ces pays au XIXème siècle furent soit l'exploitation minière soit l'exploitation agricole...

Pour en passer quelques-uns en revue: les Indes ne furent pendant longtemps que les fournisseurs de coton tissé à Manchester. L'Amérique du Sud est encore de nos jours une vaste mine dont sont extraits les métaux les plus divers (étain, cuivre, etcv..). Il en est de même pour l'Insulinde. Les pays arabes furent les fournisseurs de pétrole. Le cas de la Chine fut un peu différent, elle bénéficia du système des Comrades, vastes organisations de gansters qui mettaient en coupe réglée l'ensemble du pays dans le seul but de faire fructifier leurs comptes en banque. La pénétration occidentale se bornait, en Chine, presque'uniquement aux comptoirs périphériques (Hong-Kong).

Il est vrai qu'après l'abolition de la monarchie la porte s'ouvrait grande à cette pénétration.

La guerre des Boxers avait placé l'Angleterre dans une position privilégiée. Mais la mode était passée des conquêtes militaires et surtout l'Angleterre, tout comme la France, connaissait des difficultés pour maintenir l'ordre dans ses vastes possessions et pour lutter contre la concurrence allemande sur le continent.

Deux nouveaux venus devaient prendre la relève. L'un, les Etats-Unis tentèrent, selon la méthode qui leur est propre, le noyautage économique de la Chine, l'autre, le Japon, voulut entreprendre la conquête coloniale. Après la Corée et la Mandchourie, il se lançait à l'assaut de l'Asie tout entière désireux d'apporter et matières premières et débouchés à son industrie assez paradoxalement installée dans ces îles perdues. On sait ce qu'il en advint.

Les puissances coloniales classiques France et Angleterre se trouvèrent affaiblies après les deux guerres mondiales (1914/1918 - 1939/1945) l'heure était venue de la prise en main de l'exploitation économique par la plus forte puissance capitaliste du monde actuel: les Etats-Unis.

Par le jeu des trusts internationaux ils s'implantèrent ouvertement ou dans la coulisse dans les anciens domaines de leurs alliés. (Nous verrons que cette colonisation économique

pure si, dans son essence, est semblable à son ancienne a pourtant des résultats un peu différents).

Dans tous les cas l'exploitation coloniale avait pour but la recherche du profit et une de ces conséquences était le maintien à un niveau anormalement élevé du taux de profit dans les pays capitalistes ce qui devait rendre, en principe, moins souvent nécessaire l'appel aux méthodes classiques mais dangereuses de lutte contre la baisse de celui-ci: les guerres et les crises économiques.

Nous avons vu ainsi le rôle des pays coloniaux et arriérés dans l'économie des pays avancés, mais il serait bon maintenant d'envisager la réciproque.

Les colonisants ne s'intéressent qu'aux matières premières et à bon marché, bouleversèrent complètement l'économie traditionnelle des pays conquis. En plus de l'exploitation minière, ils imposèrent souvent la monoculture (coton aux Indes, arachides en Afrique, etc...) sans souci de la disparition des moyens traditionnels de subsistance.

En Afrique Noire cette pratique liée à la déportation esclavagiste eut pour conséquence une baisse démographique.

Mais l'exploitation coloniale ne pouvait se maintenir longtemps à ce niveau primitif. Il devint bientôt nécessaire d'introduire une industrie de transformation simple pour les minerais. Elles s'avèrent moins coûteuses sur place. De plus les soubresauts du monde capitaliste (crises et guerres) demandaient un accroissement du potentiel industriel des belligérants et on commença de développer certaines industries dans les pays coloniaux. Ceci devait amener une nouvelle situation sociale. L'entretien même rudimentaire du troupeau des travailleurs est obligatoire pour le capitaliste qui n'a pas intérêt à l'usure rapide de la force de travail. L'introduction même très limitée de l'hygiène devait avoir des conséquences catastrophiques dans ces pays où la fécondité des unions est proverbiale. La poussée démographique qui résulte de la faible baisse de la mortalité infantile devait prendre une ampleur qui en fait un des problèmes cruciaux de ce temps. Les anciens

les structures sociales ~~en créant~~ <sup>le</sup> féodalisme artificiellement maintenu ou créé ne pouvaient pas se perpétuer sans coercition. De nouvelles couches sociales se créent. Embryon d'un prolétariat dans les villes, création d'une "élite" de spécialistes "cultivés" qui s'élèvent au-dessus des masses tels furent les résultats finaux de l'introduction du capitalisme Européen.

Ces élites se trouvèrent bientôt en mauvaise posture, car elles ne pouvaient se fondre dans les colonisants qui les tiennent à bonne distance par la barrière du racisme ou de la xénophobie. Complètement inadaptées également aux anciennes conditions de leur pays, elles forment les déclassés, et l'intelligentsia doit, pour sortir de cette situation, proprement intenable, en venir aux solutions extrêmes.

Se sentant capables d'assurer la direction de leurs propres pays, ils pressentent avec plus ou moins d'acuité que la situation historique leur est favorable. Leur possibilité d'action, le levier qui sert à lever les masses rurales, c'est le nationalisme compris comme le désir de chasser le colonisateur. Le paysan se sent pour la première fois entraîné sur un plan plus vaste que celui de la tribu ou du village, la connaissance du monde lui apparaît, idéologiquement ceci se traduit pour lui par le concept de la nation.

Il devient maintenant nécessaire de dégager les différences profondes qui existent entre ce nationalisme et le chauvinisme que nous connaissons dans les pays industriels. Ici, en effet, celui-ci a le caractère d'une défense d'un état de fait, du désir pour un capitalisme local d'un retour à une hégémonie perdue. Il sert à maintenir la classe ouvrière dans le carcan de la société.

Dans les pays arriérés, au contraire, la situation est mûre pour une transformation radicale de la société, le nationalisme est le ciment qui agglomère l'ensemble de la population. Dans le processus de sécession qui se dessine il joue un rôle prépondérant et s'apparente alors de très près au nationalisme français de 1789 qui voulait imposer au monde des puissances féodales le nouvel ordre bourgeois.

Tout ce que nous avons dit ci-dessus s'applique également à la Russie du début du siècle. Malgré la non-présence d'occupants ou de colons étrangers elle était vassalisée par le capitalisme français et anglais. Il en résultât une industrialisation partielle du pays. Les déséquilibres que nous avons dégagés atteignirent une intensité intolérable, le vieil ordre tsariste s'écroula dès que la situation européenne le permit.

### 3- Les aboutissements: Les Révolutions nationalistes du XXème siècle.

Ainsi la situation créée dans les pays arriérés est explosive. Elle trouve, comme nous l'avons déjà signalé, son aboutissement logique, sa forme achevée dans les mouvements nationaux modernes. Mais ces mouvements sont sans devenir réel s'ils ne s'accompagnent pas d'une transformation profonde du pays où ils se produisent. Nous devons maintenant examiner quelles transformations se réalisent et à quelles conditions.

Nous avons dit que certaines classes sont en embryon dans la société coloniale: le prolétariat et parallèlement la bureaucratie autochtone. A leurs côtés existe une "bourgeoisie" purement mercantile en général dont les intérêts sont liés aux colonisateurs (au sens large), et dont l'emprise sur les conditions économiques est purement extérieure et sans efficacité. Elle sera balayée au premier souffle révolutionnaire. La nouvelle classe dominante qui se forme, la bureaucratie, est un produit du capitalisme industriel et ses instruments de domination lui sont en retour fournis par l'industrialisation du pays. La situation économique et intellectuelle la pousse d'ailleurs dans cette voie.

La puissance mondiale se mesure directement au niveau du développement industriel, et, pour l'intelligentsia, le début d'une telle transformation laisse apparaître des lendemains glorieux. La forte densité en richesses naturelles, exploitées d'abord par les colonisateurs, fait bien augurer du développement. Il n'est que de voir la foi des nouveaux



capitalistes en l'avenir économique de leur pays. Elle n'est pas sans rappeler cette mystique de progrès illimité qui parcourut le 19ème siècle en Europe et aux Etats-Unis.

Cependant à côté des caractères favorables sur lesquels nous reviendrons, existent de grandes difficultés à la naissance des nouvelles nations capitalistes.

Les pays capitalistes évolués n'ont pas intérêt à voir disparaître leurs anciens greniers ou leurs marchés et ils font, en général, ce qu'ils peuvent pour freiner le mouvement. La méthode la plus brutale est la guerre coloniale répressive telle qu'elle est menée avec une certaine constance par la France éternelle. Une autre méthode a cependant fait ses preuves qui est née du génie pratique et économe des anglo-saxons: elle consiste à faire mener la répression contre les masses paysannes par des potentats locaux dont on entretient les armées. On canalise ainsi le nationalisme dans le lit rassurant de la lutte chauvine d'une nation contre une autre. L'existence de l'Israël n'a pas au fond d'autre effet sinon d'autre but, que de créer un abcès de fixation au sein du monde arabe.

A l'intérieur même des pays sous-développés <sup>ep</sup> ~~serent~~ également certains freins que nous appellerons intrinsèques.

Le premier se place sur le plan idéologique. La religion est une barrière puissante surtout dans les pays où elle est directement inféodée à l'ancien ordre de choses. L'orthodoxie russe, le culte des morts chinois autant de dangers dans la bureaucratie a dès l'abord dû se débarrasser. L'Islam joue un rôle différent en ce qu'il sert de ciment à l'ensemble du monde arabe qui cherche à faire son unité à travers lui, mais son caractère <sup>ou ne saurait se faire illusion sur</sup> rétrograde ~~ne saurait faire illusion~~ et une bureaucratie radicale devrait le détruire ou du moins le réduire à l'état de vassal comme cela fut fait en Russie.

Le second frein se place sur le plan purement technique. L'absence de spécialistes pouvant faire fonctionner les rouages de la machine industrielle se fait cruellement sentir;



ces problèmes sont résolus dans la première phase par l'introduction des techniciens étrangers venus avec des contrats dorés. L'accent est rapidement mis sur l'enseignement, axé principalement sur les sciences et les techniques, la formation des ingénieurs. On voit le résultat de cette politique en Russie, dont la structure scientifique-industrielle fait pâlir de jalousie les intellectuels français presque autant que les hauts salaires de leurs homologues soviétiques.

Les problèmes de la surpopulation sont, nous l'avons dit, sociaux. Ils obligent à la transformation économique, car comme le souligne Germain, dans "Quatrième Internationale", la surpopulation conduit à un sous-emploi chronique, une masse énorme de main d'oeuvre attendant un travail. (Le paysan chinois ne travaillait qu'un tiers de l'année environ).  
X. Les spécialistes occidentaux ne se font pas faute de souligner que dans la mesure où la croissance de la production se trouve presque immédiatement absorbée par l'accroissement de la population le développement est illusoire. La nouvelle classe se préoccupe cependant que d'une manière incohérente de ce problème. (Il faut d'ailleurs remarquer ici que "l'amélioration du niveau de vie des masses travailleuses" n'est pas un des soucis dominants de la bureaucratie. S'il se fait rapidement tant mieux, sinon tant pis, l'essentiel c'est d'accumuler).

et en Chine par exemple où l'accroissement humain est particulièrement élevé, la politique officielle oscille perpétuellement entre l'encouragement et le frein mis à la production des hommes par les hommes.

Quoiqu'il en soit, dans la phase qui précède l'"indépendance" ces questions ne sont <sup>même</sup> pas posées, marquées qu'elles sont par la forme première de l'exploitation économique de l'étranger: l'impérialisme pour utiliser une formule consacrée.

X. Il va sans dire que Germain envisage ce problème sous l'angle trotskiste. Nous ne saurions en aucune façon faire nôtres toutes ces conclusions ni surtout adopter son système de pensée et ses postulats.

Remarquons enfin pour terminer que le besoin d'industrialisation ne se fait pas sentir au moment où tous les produits manufacturés sont fournis par les colonisateurs.

A quelles conditions favorables le développement capitaliste "autonomé" doit-il son départ?

Il est normal que celui-ci prenne place chaque fois que les freins mis en place cèdent. Ce fait apparaît quand les colonisateurs sont eux-mêmes en difficulté. La concurrence capitaliste et les contradictions internes se résolvent en guerres et en crises. Ce sont là les conditions idéales de la transformation des pays arriérés. Nous avons déjà fait remarquer qu'en cas de guerre les colonisateurs ont créé de nouvelles industries dans les pays arriérés, moins exposés aux aléas des batailles et parfois plus rentables.

Concuremment, certains freins purement matériels sont relâchés. Les explosions violentes peuvent alors se produire, elles éclatent dans ceux des pays où pour telle ou telle des raisons que nous avons exposées ci-dessus la situation est mûre. La guerre de 1914/1918 a eu comme résultat l'industrialisation de la Russie, tout comme celle de 1870/1871 celle de l'Allemagne, celle de 1939/1945 aura pour conséquence la transformation de la Chine et des démocraties populaires.

Dans la deuxième moitié du XXème siècle un phénomène nouveau accélère encore les possibilités de transformations. La Russie en effet veut se présenter comme une alliée des pays sous-développés. Sa production axée presque uniquement sur l'industrie lourde en fait une productrice presque exclusive de biens d'équipement. Son offre de troquer ceux-ci contre des matières premières, même si en partie elle ressortit à la propagande, a une forte résonance dans les pays arriérés, elle oblige les autres pays capitalistes à agir dans le même sens. Le point IV américain n'a pas que des côtés militaires. Chaque pays capitaliste se sent prêt à aider au développement des possessions coloniales des autres. La France par exemple n'a presque rien fait pour développer l'industrie dans ses colonies mais participe à l'équipement

dé l'Amérique du Sud colonie économique des Etats-Unis et de l'Angleterre, ceux-ci jouant par contre un rôle semblable au Maroc. Ce phénomène pourrait amener une révolution plus "pacifique" dans les pays arriérés.

Toutes ces causes en tous cas, montrent l'exactitude de cette formule lapidaire: Dans la conjoncture actuelle pas d'échappatoire au capitalisme généralisé.

Ainsi dès que la situation devient favorable se produit dans les pays arriérés une révolution radicale. La masse de manoeuvre étant la paysannerie, qui est de loin la classe la plus nombreuse, la révolution se présente sous la forme paysanne. La répartition des terres, la réforme agraire telle est sa première réalisation. En Russie les paysans avaient partagé les terres bien avant la bénédiction bolchevique. En Chine comme le dit P.Brune dans "Soubarbe", la révolution bureaucratique s'est donné la plus formidable armée paysanne de l'histoire.

Concuremment, dans un certain nombre de villes se trouve un prolétariat assez avancé dont les revendications peuvent être radicales. Dans l'atmosphère d'effondrement qui existe, où l'ancien Etat est détruit, ce prolétariat peut aller assez loin dans ses revendications et même aller sur le chemin des désirs socialistes. En Russie par exemple se forment des Soviets et dans une courte première période des essais de décentralisation et de gestion directe se font jour; Nul doute que nous trouvions de tels essais en Chine. En Espagne, dont nous avons montré le caractère spécial à propos du livre de Richards, les ouvriers des provinces reculées suivent l'exemple de leurs camarades barcelonais et vont même jusqu'à entraîner les paysans sur un chemin qui n'est pas traditionnellement le leur.

Ces "outrances" ouvrières n'ont pas à nous surprendre. Même s'il a exagéré en créant de toutes pièces un prolétariat imaginaire, Daniel Guérin a montré que les "bras nus" présentaient des revendications allant beaucoup plus loin que la révolution bourgeoise de 1789/1815 ne le voulait. ON n'en

\* Richards. *Lessons of the Spanish Revolution*  
Freedom Press. Londres.

conclut pas pour autant que la révolution française est une révolution prolétarienne qui a dégénéré!

Nous reviendrons sur ce point à plusieurs reprises.

Mais très vite les premiers problèmes se posent: ce sont ceux de l'accumulation primitive. Une classe nouvelle joue le rôle de direction de l'économie: la bureaucratie. C'est que dans le contexte mondial, et local, le prolétariat noyé dans la masse paysanne est incapable de réaliser ce monstrueux accouplement: l'accumulation primitive socialiste.

On peut contester l'affirmation que l'accumulation primitive doive être réalisée par la bureaucratie et non par exemple par une bourgeoisie de type libéral classique. Nous devons donc examiner cette objection. Dans un article de la revue de Science Financière (Jui/Sept.1958), M.Luc Bourcier de Carbon publie une étude intitulée: "Obstacles à la croissance et organisation des marchés en pays sous-développés". Tout est envisagé sous un angle de vue économique-capitaliste classique. Pour lui le développement capitaliste des pays européen était favorisé "par l'existence d'un capitalisme commercial et financier déjà vigoureux, par une large pratique de l'économie de marché mue par le calcul économique et le comportement rationnel du producteur comme du consommateur, un sens de l'épargne et du travail poussant à l'accumulation du capital, l'amélioration des moyens de transport incitant à l'esprit d'entreprise, enfin une évolution agricole conforme au besoin de la croissance industrielle... concours de circonstances favorables dont ne bénéficient pas en tous points les pays sous-développés actuels"...

Parmi les facteurs de blocage il souligne comme nous l'avons fait "le jeu des marchés internationaux qui... ont longtemps maintenu le taux de croissance local à un taux incertain... ne laissant aux pays sous-développés qu'une part mineure dans le partage du gain". "Le producteur de matières premières isolé, démuné de réserves financières n'est guère en mesure de défendre ses positions dans le débat qui l'oppose aux acheteurs puis aux fournisseurs étrangers... cet

état de fait freine l'investissement dans le secteur défavorisé considéré". Par ailleurs et toujours d'après B.d.C., "la construction des modèles utilisables pour l'action paraît très difficile" et le calcul économique classique impossible. Les pays sous-développés veulent une "planification qui se propose comme critère d'efficacité la maximisation du rendement social à laquelle est assujéti le programme de la mise en valeur". "Les interventions de l'Etat se multiplient avec vigueur du côté de l'offre des capitaux". L'action de l'Etat et la coopération avec le secteur privé amène des atténuations notables aux difficultés du calcul économique. B.d.C. constate que l'entrepreneur "schumpéterien" n'a aucun avenir dans les pays sous-développés, en l'absence des conditions favorables citées plus haut". "La solidarité quasi-religieuse du groupe social exclut l'idée de compétition et soutient au contraire le principe d'autorité". Dans l'organisation même du marché du travail on se heurte aux mêmes difficultés et B.d.C. va jusqu'à approuver Sekou Touré de s'être prononcé pour la restauration du travail forcé. Par la suite B.d.C. envisage longuement de quelle manière on doit agir pour favoriser tel ou tel investissement, sans exagérer l'intervention de l'Etat tout en gardant une place importante au secteur privé: la seule question qui se pose est/ Comment faire pour que tout en intervenant puissamment l'Etat "s'abstienne de donner à l'évolution économique un caractère de 'socialisation' systématique". Nous n'avons cité cet article que pour montrer qu'aux yeux des capitalistes occidentaux le seul danger est d'éviter une trop forte action de l'Etat dans l'économie nationale  ~~dans l'économie~~  des pays sous-développés. Même si on l'assortit de considérations morales sur le niveau de vie comme le fait B.d.C. on sent le désir d'éviter la sécession brutale des pays sous-développés, de leur ménager une entrée progressive dans le concert de la concurrence internationale, de sauvegarder tant bien que mal certains privilèges coloniaux. Loin de ces préoccupations, nous pouvons ajouter à ce qu'il y a d'exact dans cette analyse une vue plus

proprement politique et sociale, que nous axons sur le changement même de structure de la société. Pour nous la transformation économique et industrielle ne peut aller plus loin sans une transformation concomittante des classes sociales et ne sombre pas dans cette espèce de paternalisme bêtifiant que prône B.d;C. . La classe nouvelle qui apparaît c'est, nous l'avons dit, la bureaucratie et nous allons en observer l'action.

Pour asseoir sa domination la bureaucratie utilisera ses organes propres de lutte. Son intelligentsia est en général groupée en un parti politique sévèrement contrôlé par un organe central puissant, image de la société de demain. Dans le contexte national, le "parti" est seul à avoir une vision historique du développement, il est révolutionnaire et pas seulement révolté. Il se placera à la tête du mouvement soit par un coup d'Etat comme en Russie, soit en encadrant la paysannerie comme en Chine. Une fois au pouvoir la bureaucratie se lance dans l'industrialisation. Elle la conçoit sous la forme de la planification centralisée. Désireuse de rassembler en ses mains l'ensemble de l'économie, elle créera un appareil d'Etat puissant, une police, renforcera encore l'emprise idéologique du parti. Nous voyons un bel exemple de bureaucratization en Russie de 1918 et en Espagne de 1936, où, là, au nom du socialisme, ici du communisme libertaire, on centralisa, on nationalisa, on légalisa.

La création d'une infrastructure industrielle doit se faire indépendamment de l'étranger en général hostile, elle oblige à se tourner vers l'industrie lourde. Il y a là un problème qui n'a été que peu envisagé et auquel nous ne pouvons donner que des réponses fragmentaires. Il ne peut en effet exister dans un monde fermé des industries légères de transformation sans un arrière plan d'industrie lourde. L'industrie lourde réalise la continuité logique de l'exploitation minière. Elle permet de transformer en contremaîtres, en chefs de chantiers, les anciens ouvriers de l'époque coloniale, ainsi transformés, intégrés au système sous forme de bureaucrates inférieurs (stakhanovistes, autres activistes),

de faire entrer dans le processus de production les paysans transformés en ouvriers. Ce point de vue est renforcé si l'on remarque également l'accent mis sur les travaux publics (routes, barrages, etc...) qui en plus de leur rôle économique facilitent grandement la pénétration politique et idéologique. Concuremment doit se développer le réarrangement de la condition paysanne. Les agriculteurs se sentent peu enclins à participer à l'accumulation primitive lorsqu'ils viennent de se libérer des conditions féodales. Au fur et à mesure que se développe le système, les paysans freinent les livraisons des produits agricoles (phénomène des ciseaux) s'opposent à la transformation du pays. Leur caractère de petits propriétaires ne peut subsister longtemps à côté de la centralisation extrême de la bureaucratie. Après quelques périodes du style NEP on se lance dans la "collectivisation" agraire, les communes agricoles, euphémismes qui recouvrent comme le souligne Fejtö, la concentration du capital. Vaste réservoir de main d'oeuvre inemployée, le paysannat doit être transformé amputé d'une grande partie de ses membres, qui deviennent des ouvriers, sont transformés en esclaves des camps de travail forcé, ou liquidés quand ils sont par trop résistants.

Ainsi se développe l'accumulation primitive. On n'insistera jamais assez sur son côté inhumain, terrible, sanglant. La bureaucratie fait avancer son ordre nouveau en patageant dans la boue et le sang. De ce point de vue l'accumulation bureaucrate ressemble fort à ses grandes soeurs d'Europe et d'Amériques décrites par Buret. En Angleterre des milliers de paysans chassés par la famine durent se transformer en ouvriers, tandis que des lois draconiennes étaient édictées qui favorisaient ouvertement les capitalistes naissants en leur fournissant leur troupeau de travailleur humain.

L'accumulation en Angleterre était "libérale" ici elle est autoritaire elle s'appuie sur son organe de coercition: l'Etat.

L'accumulation primitive "libérale" ne s'est pas, elle



non plus, faite sans heurts, de nombreuses entreprises péril-  
 citaient, le marché jouait le rôle suprême de régulateur. Il  
 sanctionnait les réussites et les échecs. Tel qui était à la  
 tête d'une entreprise pouvait s'en trouver frustré le lendemain.  
 Dans le monde bureaucrate le marché classique a disparu, ce  
 rôle est tenu par le plan auquel tout doit être subordonné.  
 Là on éliminait les entrepreneurs malhabiles, ici on fusille  
 en les accusant de sabotage les directeurs d'usines incapa-  
 bles ou réputés tels; là les crises ministérielles sanction-  
 naient la victoire de tel ou tel changement d'orientation  
 dans le développement de la classe dominante, Tel qui était  
 la veille ministre des affaires étrangères se réveille ambas-  
 sadeur dans une obscure république, tel autre qui était un  
 bureaucrate influent se transforme en espion et va faire for-  
 tune aux Etats-Unis avec un best-seller.

Dans l'article de P.Brune que nous avons cité, l'auteur  
 dit que l'accumulation primitive réalisée par la bureaucratie  
 chinoise est coûteuse, des milliards sont investis dans la  
 construction de bureaux ou dans d'autres "erreurs" à ses yeux.  
 Pour lui chez qui semble demeurer un soupçon de la théorie  
 trotskito-chaulieuarde de la dégénérescence d'une révolution  
 prolétarienne, une telle situation paraît monstrueuse (il ne va  
 pas cependant jusqu'à donner des conseils de gestion à la bu-  
 reaucratie comme la gauche française passe son temps à le  
 faire pour son capitalisme national), c'est qu'il oublie que  
 la nouvelle classe s'installe solidement et que ces bureaux  
 sont la preuve même de son existence.

Il serait cependant aussi néfaste et sclérosant pour nos  
 conceptions de ne voir ces côtés effroyables de la bureaucra-  
 tie que de les nier en bloc comme le font certains de nos  
 "cryptes". La création de la production industrielle étendue  
 à de nouvelles et vastes populations (URSS et Chine= 1/3 du  
 monde) entraîne les hommes dans un nouvel ordre social et mo-  
 difie totalement leur horizon. Il n'y aura pas grand chose de  
 commun entre l'ouvrier chinois des futurs grands combinats et  
 le paysan du culte des morts. Sorti de son horizon borné à sa



famille ou à son village, il atteint une vision littéralement planétaire. Ce changement de mentalité est si profond qu'il en a désarçonné les tenants de la Chine millénaire immuable comme on peut le voir dans les articles de R. Guillain. De ce point de vue on peut considérer comme un "progrès" ce qui correspond à un élargissement des conceptions des hommes. Nous devons remarquer également, et ceci rejoint ce que nous disions au début de cet article, que le calcul économique se développe que le temps de travail social moyen se crée, qu'en un mot la société fournit les possibilités que nous avons reconnues au capitalisme et en particulier qu'elle développe le prolétariat.

Dans les oppositions internes au régime nous pouvons remarquer des phénomènes prometteurs. Nous n'irons pas les chercher dans les oppositions paysannes dont nous avons parlé (quoiqu'il soit intéressant de remarquer que les vastes colonies de fourmis que sont les communes chinoises ont créé une race de paysans nouvelle qui dort le matin indifférente au retard de la moisson et qu'il faut faire lever à coup de sifflet, de trompette, voire de bâton), mais dans les oppositions ouvrières. Les désirs de celles-ci sont peut être vagues; dans une situation favorable, comme à Budapest, ils se traduisent par une sorte de Commune qui montre que les ouvriers veulent une situation plus aisée, désir qui ressortit à l'idéologie social-démocrate classique, ils peuvent se cristalliser dans des explosions à caractère plus franchement socialiste comme à Berlin-Est. (On trouve également un écho très affaibli en Chine ou selon P. Brune, pendant la campagne des Cent Fleurs on est allé chercher les mots d'ordre dans les "vicilleries anarchistes"). Dans tout mouvement humain peuvent coexister des aspects socialistes et des aspects réactionnaires, les premiers ne pouvant que dans des circonstances favorables comme par exemple l'extension du mouvement à toute la planète.

Beno Sarel et Daniel Guérin vont même jusqu'à conclure que les ouvriers du bloc russo-chinois, qui ont fait l'expé-

rience de la bureaucratie, sont idéologiquement plus proches de la révolution socialiste que ceux de l'Occident.

La classe dirigeante pour s'opposer à ces mouvements internes, à ces contradictions non contradictoires comme les appelle Mao, a recours aux méthodes classiques; coercition et réformisme.

Dans la première période de l'accumulation primitive c'est surtout la première qui est utilisée sous le nom de terreur révolutionnaire, mais dès que la domination bureaucrate est plus solidement assise elle se servira de l'arme réformiste classique. La déstalinisation, le Gomulkisme, la campagne des Cent-Fleurs en sont un exemple.

L'idéologie nationaliste qui dans la période révolutionnaire avait servi de ciment à la lutte contre l'étranger et l'ancien ordre de choses, devient maintenant l'instrument de maintien de la société. Ce phénomène est classique. On a fait bien souvent remarquer que l'accent mis par Marx sur la nécessité de développer les forces productives permettait d'utiliser à bon compte la théorie marxiste pour justifier au nom de ce développement, les "oublis" de l'idéal socialiste. On a pu montrer également qu'ainsi comprise la "théorie" marxiste s'appliquait particulièrement bien à la Russie (Cf. "Living Marxism, mars 1938; Paul Mattick: Rosa Luxembourg contre Lénine). La théorie léninienne de l'Etat est particulièrement bien adaptée au cas des pays arriérés. Lénine voyait en effet le socialisme sous la forme des Soviets plus l'électrification, l'accent étant bien entendu mis sur cette dernière. Khrouchchev ne se fait pas faute de se référer à cette théorie, il va même jusqu'à resservir certaines "tartes à la crème" du socialisme utopique comme par exemple la nécessité de faire disparaître la différence entre le travail manuel et intellectuel, la question de la démocratie directe, la décentralisation. Peu importe s'il dénature l'esprit de la théorie marxienne ou de ses précurseurs utopiques, il sait en tout cas égarer le côté mystificateur et c'est cela qui importe.

De même que le parti radical français fait appel constamment aux immortels principes de 1789 la bureaucratie fera appel à l'idéologie de la révolution nationale. On comparera le niveau actuel à celui d'avant ~~la~~ la révolution, le jeune bureaucrate pourra comparer son niveau de vie à celui de son père autrefois, etc...

La doctrine Wilsono-léninienne du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, la lutte contre l'impérialisme, la solidarité avec les peuples coloniaux autant de mots d'ordre qui veulent entretenir dans les masses la croyance que ce socialisme dont on parle tant et que l'on construit quotidiennement n'est irréalizable que par suite d'évènements extérieurs indépendants de la volonté des dirigeants.

Sans déterminer définitivement si les masses sont dupes de ces paroles on pourra remarquer en tous cas qu'elles suffisent à rassurer quelques intellectuels du type Sartre ou Péju quand leur conscience les démange un peu trop.

Il n'y a pas cependant de bon réformisme sans organe de coercition et de même que J.Moch faisait matraquer les ouvriers français, "la mort dans l'âme", imitant en cela ses prédécesseurs Lénine et Trotski à Cronstadt, on passe à la répression brutale quand besoin est (Berlin, Budapest, etc...) La GPU et ses succédanés ne disparaissent pas pour autant.

Il n'y a pas de bonne idéologie nationaliste sans "ennemi héréditaire" on entretiendra donc quelques abcès de fixation du type Berlin ou Taïpeh qui justifieront le maintien sous les drapeaux d'une force armée considérable, qui, outre le rôle qu'elle joue dans la consommation de la production, peut servir à intervenir plus directement pour "maintenir l'ordre" intérieur, comme à Budapest tandis que les pays occidentaux versent des larmes de crocodiles sur le sort des malheureux hongrois.

On pourrait s'étendre à l'infini sur le rôle mystificateur de l'idéologie nationaliste ou marxiste, on pourra en trouver un traitement plus complet dans des articles de Cousin et de Mattick que nous avons cités. J'espère cepen-

25  
- 38 - 31

dant que nous avons montré suffisamment aux camarades que nous ne les soutenons en aucune façon, nécessaires au point de vue de la bureaucratie elles n'ont rien à voir avec le socialisme et doivent être combattues avec les dernières conséquences, mais sous prétexte qu'elles sont détestables il ne faut pas se voiler la face devant les réalités qu'elles nous fabriquent. Nous reviendrons sur ce point ultérieurement.

A partir du schéma précédent qui ne saurait être ni complet ni totalement exact dans tous ses détails, nous pouvons esquisser une caractérisation des mouvements nationaux du XXème siècle.

Un tel mouvement n'a de chances d'amener une transformation du pays, qui, nous espérons l'avoir montré, est inscrite dans le devenir historique, que s'il est radical. Nous pourrions ainsi classer ces mouvements selon leur degré de radicalisation voire de bolchévisation au sens large du terme. On pourrait nous reprocher de ne voir ce développement que par la bolchevisation intégrale des pays sous-développés, ce serait supposer une position théorique trop rigide. Certaines tendances peuvent aller à l'encontre de la bolchevisation totale, mais il y a un niveau minimal de bolchevisation qui ne saurait être dépassée L'Etat et par conséquent la bureaucratie doivent jouer un rôle prépondérant dans le développement. Qu'ici cette domination se fasse au nom du marxisme ici du panarabisme peu importe, ce qui est essentiel c'est de déterminer les infra-structures économique-sociales, communes à tous les pays sous-développés et qui nous éclairent sur le sens profond des idéologies mises en avant.

Dans tous les cas un mouvement nationaliste conscient doit dans sa première phase envisager la réforme agraire (on verra à ce propos combien la tactique léninienne qui consiste à faire unir contre le tsarisme paysans et ouvriers est bien dans la logique des pays arriérés). L'Inde ou l'Egypte de Gamal-abd-el-Nasser (le parrain esclavé du Victorieux) n'avancent guère sur le chemin de l'industrialisation tant qu'elles ne seront pas attaquées sérieusement à ce problème.



Le FLN, par contre, dont Laborde dans "Soubarbe" a montré la transformation de mouvement de chômeurs des villes en mouvement de paysans sans terres, est davantage dans le sens historique, etc, etc, .....

#### 4.- Problèmes de la classe ouvrière des pays industriels.

Le capitalisme crée une nouvelle classe qui devra prendre en main la gestion de la société: c'est le prolétariat. Nous devons maintenant, et à la lumière de ce qui précède, envisager la situation de la classe ouvrière.

Le phénomène apparent de cet après-guerre, celui qui nous frappe immédiatement, c'est l'absence de réaction de la classe. Elle est en léthargie. Si on applique à la lettre le mot de Marx: le prolétariat est révolutionnaire ou n'est pas, le prolétariat n'existe pas.

D'où vient cette situation désastreuse? Tenter de l'expliquer revient à faire toute l'histoire critique du mouvement ouvrier. Nous ne pouvons ici que l'esquisser et nous demandons l'indulgence des camarades pour les simplifications qui vont en résulter.

Dans la période de l'accumulation primitive libérale où l'économie de marché jouait le rôle dominant, les crises, les calamités diverses, le chômage apparaissaient comme liés directement au caractère "anarchique" désordonné de la production. C'est surtout sur l'absurdité du système, plus que sur l'exploitation que les "scientifiques" mettaient l'accent. Il était normal que dans ces conditions les théoriciens conçussent le socialisme, la fin du capitalisme comme la rationalisation de la société. Si on faisait disparaître les absurdités, les travaux improductifs, le socialisme devrait s'en suivre de lui-même.

Pour Proudhon par exemple la suppression de la propriété privée suffirait à détruire cet état de fait. Marx eut beau jeu de montrer que la propriété privée était une étape du développement capitaliste, que la société par actions où la propriété classique a disparu était une forme comme idéal-

le du capitalisme, que la concentration du capital qui ferait disparaître la petite propriété était inexorable. Marx pulvérisa également la conception économiste des Proudhon en montrant que la destruction du capitalisme ne pouvait que s'accompagner que de la prise du pouvoir politique par la classe nouvelle: le prolétariat.

Mais les conceptions marxiennes et marxistes du socialisme restaient marquées par ce désir de rationalisation que nous avons signalé et par celui de la destruction de la propriété, c'est pourquoi ils ne pouvaient imaginer la rationalisation du procès économique par la nationalisation, la prise en charge par l'Etat (cf. "Le Manifeste").

Le caractère socialiste de ces mesures était assuré par le fait que le prolétariat devenait la classe dominante. Marx et surtout Lénine ne se sont pas fait faute de prôner cette solution, le socialisme ~~devenait~~<sup>est</sup> contenu dans le terme vague de dictature du prolétariat et dans la rationalisation de la production. Pour les tenants de cette idéologie marxiste qui appuyaient vigoureusement la doctrine marxienne que l'Etat est l'organe de coercition de la classe dominante, la tactique socialiste était de s'emparer de l'Etat puisque celui-ci deviendrait immédiatement alors l'organe de domination du prolétariat incarné dans son parti. Dès que l'installation du règne nouveau serait terminée l'Etat se devait de dépérir ne laissant la place qu'à l'organisme centralisateur organisateur de toutes choses. Mais la praxiè est exigeante et pour que "l'Etat prolétarien" puisse asseoir sa domination il faut lui fournir les instruments de sa puissance, les pouvoirs nécessaires. Les marxistes les lui accordèrent généreusement. Il ne devient plus alors apparent que dans ces conditions l'Etat formé se laisse dépérir quand il possède à sa tête et dans ses flancs une armée de bureaucrates, puissante, dotée de tous les pouvoirs et par conséquent de tous les privilèges.

On a pu soutenir qu'une telle idéologie est en fait celle des techniciens, des ingénieurs qui voient la rationali-

sation sur le modèle militaire, et dans la nationalisation la disparition de la contrainte exercée par les actionnaires qui pour raison de rentabilité entravent le développement technique ou freinent certaines recherches jugées inutiles. Cette idéologie qui est fortement répandue en Russie est en fait celle de la bureaucratie, surtout quand elle atteint sa forme achevée comme chez V. Illitch.

Quoiqu'il en soit l'idée du socialisme universellement répandue de nos jours reste celle de la suppression de la propriété privée par l'étatisation, la direction de l'économie par un pouvoir central puissant. Avec de telles conceptions, mélange de Proudhon et de Marx, les social-démocrates ne pensaient qu'à une chose s'emparer de l'Etat, seules les méthodes préconisées différaient. Pour la social-démocratie occidentale d'ailleurs encouragée dans cette voie par le vieil Engels, cette conquête devait se faire pacifiquement par l'obtention de la majorité parlementaire. Pour les social-démocrates russes, talonnés par les conditions des pays arriérés, cette conquête devait être violente, se gagner dans la rue par les méthodes révolutionnaires.

Cette idéologie trouvait cependant une opposition dans maint secteur de la société ou des révolutionnaires.

La petite bourgeoisie ne voyait pas d'un très bon oeil la suppression de la propriété privée qu'elle se fasse par le canal de la cartellisation ou par celui de la nationalisation. Dans les deux cas artisans, petits entrepreneurs, etc.. réagirent avec vigueur et non sans succès contre la concentration quelque soit sa forme. (Un des effets des crises économiques n'est-il pas de détruire cette opposition à un moment et de rétablir la domination du capital sur certains secteurs de l'économie: le capitalisme progresse aussi bien dans ses défaites que dans ses succès). Les réformistes (Berstajn en tête) voulaient gagner cette fraction de la société en mettant en veilleuse certaines positions trop radicales de la doctrine "socialiste" en essayant de se présenter comme défenseur de la liberté contre les trusts. La cri-



se du réformisme n'eut pour résultat que de faire apparaître la décomposition interne de la social-démocratie des oppositions entre social-démocratie russe et s.d. occidentale, de montrer enfin que Rosa Luxembourg était incapable de se dégager de l'idéologie du parti. Il est tout à fait symptomatique que pour répondre aux réformistes elle se soit efforcée de découvrir une "erreur" dans l'oeuvre de Marx, au lieu de s'attaquer aux prodromes de décomposition du parti. (Elle devait d'ailleurs tirer dans son ouvrage des conclusions au caractère révolutionnaire tranchant heureusement sur celui des oeuvres de Lénine).

A l'opposé les anarchistes, hostiles par principe à celui de l'autorité, considéré comme source de tout le mal, critiquaient violemment Marx et la théorie marxistes. Bakounine qui avait beaucoup milité et dont on peut dire qu'il avait du nez, sentait très confusément que là n'était pas la voie du socialisme. Il se sépara des marxistes sur la question de l'organisation, mais sa critique resta brouillonne et fumeuse tout comme l'étaient ses idées de paysan russe opposé au pouvoir central tsariste. Même chez Domela Nieuwenhuis dont la critique est étayée et convaincante et qui a prévu (et non prophétisé) le développement actuel du socialisme autoritaire, les vues positives sur le socialisme sont absentes et, de ce point de vue, le lecteur reste sur sa faim.

Cette absence de réflexion sur les problèmes fondamentaux du socialisme devait avoir une incidence catastrophique sur les mouvements révolutionnaires qui éclatèrent au début du siècle. Englués dans leurs conceptions les dirigeants, mêmes sincères, firent tout ce qu'ils purent pour éviter une prise de conscience par les masses. Ils se montrèrent tels qu'ils étaient réellement c'est à dire des bureaucrates se servant des masses pour leur domination.

Mais la première indication de réponse devait être fournie par la classe elle-même, lors de la Commune. Sans doute ces tentatives étaient-elles brouillonnes confuses timides mais elles montraient déjà que la théorie marxiste était à



rejeter. Marx lui-même, qui désirait sincèrement la révolution prolétarienne ne s'y trompa pas et alors que peu auparavant il exhortait encore les ouvriers français à œuvrer pour rétablir la puissance française face à la Prusse, il abandonna pour un temps son schéma de la révolution permanente et malgré ses caractères fédéralistes et décentralisatoires opposés à sa doctrine ordinaire il soutint avec constance et vigueur l'action des communards. Mais dès que la tourmente fut passée, il revint à ses conceptions antérieures.

La révolution de 1917 en Russie et en Allemagne puis celle de 1936 en Espagne malgré leurs caractères ambigus devaient dégager les tendances de la révolution socialiste et rejeter définitivement l'idéologie marxiste dans le camp des ennemis de la classe ouvrière; les dirigeants eux ne devaient pas faire preuve des scrupules de Marx. Le mouvement des conseils, virtuellement gestionnaire, détruisait totalement l'idée du socialisme autoritaire, il faisait prévoir une réponse autre que celle brouillonne et confuse des anarchistes; La conscience ouvrière se développait indépendamment et contre les révolutionnaires de profession, mais ne pouvait atteindre la pleine maturation. C'est à nous d'en dégager les traits essentiels, les aspects fondamentaux, d'en montrer les principes. Lors d'une nouvelle poussée révolutionnaire on permettrait ainsi une cristallisation plus rapide de la classe autour d'une idée plus juste de socialisme. L'idée classique que nous avons exposée est en effet de nos jours complètement dépassée et par le niveau des forces productives et par la forme qu'à prise la lutte de classes dans les périodes d'extrême radicalisation. Cette nouvelle conception, même négative, nous devons la dégager par une étude théorique basée sur le développement du mouvement ouvrier, ainsi nous appuierons nos conceptions sur le réel. Ce n'est pas du tout apporter la conscience à la classe du dehors, mais c'est jouer le rôle de catalyseur, si nos conceptions correspondent à celles qu'élaborent la spontanéité des masses elles seront acceptées par elles, dans le cas inverse au



bilité, ces complexes d'infériorité, ce fatalisme si commun aujourd'hui et qui s'exprime dans cette phrase: "Nous on est toujours couillonés".

Sans doute syndicats, partis et toute la sanie des luttes politiques passées sont-elles pour beaucoup dans le développement de cette mentalité mais le résultat en est que l'ouvrier n'a qu'une idée exploiter des autres. L'union harmonieuse de tous les prolétaires de tous les pays pour gagner un monde nouveau est bien loin des préoccupations ouvrières. Si on a la chance de posséder un lumpen prolétariat alors le prolétaire "supérieur" s'ancrera encore plus dans le système. Nègres aux Etats-Unis, Jamaïcains en Angleterre, NordAfricains en France jouent ce rôle et sont maintenus dans un état de semi-esclavage, le but étant encore mieux atteint quand cette infériorité de fait s'accompagne de l'infériorité de droit qui s'attache aux "races inférieures" ou aux "étrangers".

Dans de telles conditions il ne faut pas s'étonner si la classe ouvrière se solidarise avec sa bourgeoisie nationale dans les luttes coloniales. Dans le cas particulier de la France, les ouvriers sentent implicitement que la guerre maintient un taux d'activité économique élevé, que 400.000 soldats hors de France suppriment autant de concurrents sur le marché du travail. Dans tout cela on voit que la classe ouvrière refuse de se solidariser avec les bureaucraties naissantes des pays arriérés comme l'y exhortent les fanatiques de la révolution permanente mais non parce qu'elle sait qu'elle n'a pas à soutenir ces bureaucraties mais parce qu'elle est solidaire de sa bourgeoisie pour exploiter les pays coloniaux. En ce sens l'existence des pays arriérés est un frein puissant à la prise de conscience de la classe.

Dans tous les cas, le socialisme n'a lui-même plus aucun sens aux yeux des ouvriers, si on le confond avec le socialisme autoritaire russe il ne semble guère présenter d'attraits, s'il s'agit d'un "véritable socialisme", on est incompris tant il est regardé comme utopique. La lutte se borne à la lutte

au jour le jour pour la défense de privilèges acquis en des temps singulièrement plus violents et qui sont oubliés et même inconnus des jeunes.

En Russie au contraire cette apathie est remplacée par le réformisme combattant. Les conditions sont différentes en ce sens que le prolétariat est maintenu en place par une bureaucratie qui termine l'accumulation primitive. L'idéologie nationaliste, celle de la lutte contre l'impérialisme, pour la libération des peuples coloniaux, sont les armes communément utilisées par la classe dirigeante (Nous avons montré que des impératifs économiques guident aussi cette idéologie). Il est très symptomatique que l'on soit amené à faire appel à toute cette artillerie et ceci peut éclairer les opinions de Guérin et Sarel.

En Occident tout au contraire la position ouvrière peut être résumée dans cette expression vulgaire et bien française: "Nous on s'en fout!".

5- La position des Théoriciens Prolétaires.

Nous avons montré ci-avant qu'il y avait des caractères positifs dans les mouvements nationalistes des pays arriérés: à savoir le développement des forces productives. Il n'en faut cependant pas conclure d'une manière lénino-trotskyte que l'on doit soutenir ces mouvements. La théorie de la révolution permanente, dans son premier stade (c'est à dire chez Marx et Engels) prônait le soutien de la bourgeoisie par le prolétariat dans sa lutte contre la féodalité. Au cours de cette lutte devait se produire le dépassement des buts de la bourgeoisie et la proclamation du socialisme conçu comme couronnement de la révolution bourgeoise. L'idée centrale était que la bourgeoisie ne pouvait se maintenir au pouvoir longtemps déchirée qu'elle était par ses propres contradictions et qu'elle devait laisser place à sa propre négation.

Dans son deuxième stade (trotskyte-léniniste) cette théorie se présente de façon légèrement modifiée en ce sens qu'elle continue d'englober le premier aspect mais en même temps elle suppose que du fait même que l'exploitation im-

périodiste est mise à bas ce n'est pas un système capitaliste stable mais un système nouveau, contradictoire, instable, transitoire qui doit succéder au féodalisme et prélude au socialisme. De plus la théorie soutient que les pays arriérés forment le maillon le plus faible de l'exploitation capitaliste et que sa destruction portera la révolution qui s'étendra au monde "occidental". Cette idée repose sur les prémisses exactes que la classe ouvrière occidentale est amorphe car elle profite de l'exploitation coloniale.

Le premier état de la conception qui a déjà un siècle d'existence a également du plomb dans l'aile et l'on peut dire que l'histoire a tranché contre elle, car la bourgeoisie a prouvé qu'elle pouvait parfaitement se passer du prolétariat en tant que force politique dès que son pouvoir est suffisamment établi; elle l'y associera cependant par le canal des institutions parlementaires ou réformistes mais uniquement pour donner un caractère plus "pacifique" à son exploitation.

Le deuxième état de la conception de la révolution permanente amène à soutenir les révolutions bureaucratiques. Celles-ci n'ont sans doute pas besoin d'une manière absolue de l'aide des théoriciens mais l'histoire a montré que là où ces théoriciens existaient l'avancement de la bureaucratie en était d'autant facilité. C'est en effet une chose que d'observer un combat entre deux puissances exploitrices d'en dégager les perspectives générales et de prévenir dans la mesure du possible la classe ouvrière d'y participer activement (définitisme révolutionnaire) et une autre de pousser le prolétariat à s'associer au plus "progressiste" des deux antagonistes. Cette dernière conception a pour effet de doubler l'exploitation économique par l'exploitation politique de la classe ouvrière, d'accroître les pouvoirs matériels des classes exploiteuses, sans cesser en idéologie. Tous les efforts qui sont faits dans le cadre du marché capitaliste ne peuvent tendre qu'à l'aménagement de la force de travail et bénéficient essentiellement aux capitalistes. Il en va de même sur le plan politique.

Les efforts des révolutionnaires s'inscrivent dans une tout autre optique. La faillite des anciennes conceptions est avérée. Jusqu'ici les différentes critiques demeuraient dans des généralités vagues, souvent dangereuses, ne renonçant au principe d'autorité que pour y revenir sous forme de menées conspiratives (Bakounine) ou ne parvenant pas à se dégager du principe du parti (R.Luxembourg).

L'intégration des pays-sous-développés au système capitaliste pose de nouveaux problèmes. L'apparition d'un prolétariat jeune, fortement concentré, plus nombreux que le prolétariat russe et occidental nous oblige à ouvrir nos conceptions. Il devient nécessaire de penser le socialisme mais cette fois à l'échelle mondiale d'envisager ses problèmes sans les borner au cadre de l'Europe. Le mouvement des conseils préfigure la réponse à ces questions. Il faut en dégager le sens. La critique révolutionnaire est au-delà des antagonismes internes des sociétés bourgeoises, elle n'hésite pas à rejeter le passé transformé en idéologie, elle cherche enfin à définir les caractères du socialisme. Elle doit être collective, car elle est au-delà des capacités d'un seul homme, elle doit être internationale, car elle doit résoudre des problèmes étendus à l'ensemble du monde.

C'est l'apparition de cette critique, ce en fonction de quoi elle apparaît: la formation d'une constitution nouvelle de la classe qui confère à la doctrine marxiste de la révolution permanente, de la société transitoire, du parti politique ouvrier son caractère définitif d'idéologie mystificatrice. Jusqu'alors en effet, la critique révolutionnaire ne disposait que d'intuitions générales. Elle retardait sur l'évolution des forces productives (Owen, Proudhon, Bakounine) ou bien devenait un frein à la prise de conscience nouvelle (Marx). La tendance à la constitution du prolétariat en conseils de lutte virtuellement gestionnaire pose désormais la critique sous une forme réelle et par rapport au mouvement ouvrier réel non tel qu'il est dans la société capitaliste mais tel qu'il tend à se constituer lors de son action révolutionnaire.

non

- 42 -

### Remarques de L...

Est-ce une nécessité absolue, dans la 2ème moitié du 20ème siècle de favoriser l'universalisation du système capitaliste?

C'est la question que l'on est amené à se poser à la lecture du texte de Daniel.

Les forces productives existent actuellement et utilisées par le système capitaliste dans le but d'augmenter le profit qu'il en tire, donc d'assurer sa survie en tant que système, sont-elles à tel point insuffisantes pour assurer la survie biologique et le progrès de l'espèce humaine, que l'on se trouve dans l'obligation de considérer comme indispensable la "création" à jet continu d'un prolétariat industriel.

La prolétarisation étendue à l'ensemble de la planète, c'est à dire là où l'industrialisation est inexistante ou peu s'en faut, favorise-t-elle la prise de conscience chez les travailleurs? Ce n'est pas certain, si l'on juge par l'état, dans ce domaine, de la classe ouvrière des pays hautement industrialisés.

Ce postulat ne serait-il qu'un simple acte de foi?

Si effectivement la conscience est difficile à éveiller dans les pays dits arriérés, comment peut-on affirmer que l'industrialisation est le véhicule de la prise de conscience, alors que l'industrialisation réalisée par le capitalisme apporte une réponse négative (dans la 2ème moitié du 20ème siècle) en ce qui concerne les pays hautement industrialisés. L'aliénation de plus en plus grande de l'ouvrier par rapport à son travail, l'abrutissement et le "conditionnement" de la pensée le renforcement des forces répressives se relâcheront-ils par le fait que le système se sera renforcé en exploitant davantage de salariés?

En fait nous nous trouvons devant une chématisation systématique des vieux postulats marxistes et léninistes et une



espèce de sublimation de l'industrialisation qui prend l'aspect du dieu dispensateur des prémisses du socialisme futur. Cette industrialisation ne serait réalisable que par le capitalisme, d'où découle la nécessité, qu'on le veuille ou non, de considérer comme "progressif" chaque fois, que s'étendant un peu plus, il "secrète" du prolétariat. Il ne faut pas, sans doute, l'aider dans cette tâche, mais si vraiment, il est, malgré lui, en antithèse de ses intérêts, poussé vers cette "création de prolétaires" à jet continu, et que l'on considère la dite création comme nécessaire au but final: l'instauration du socialisme, doit-on vraiment lutter dès à présent contre lui, ne compromet-on pas le but final en le faisant? En un mot ne doit-on pas "l'aider" ne serait-ce que par la passivité? Est-ce que cela ne mérite pas une réponse explicite?

Il est toujours dangereux de figer le mouvement, de l'orienter vers un devenir théorique sans se pencher sur ses soubresauts quotidiens. Car enfin, quels sont les aspects positifs de l'immense essor industriel que le monde a connu au lendemain de la 2ème guerre mondiale? Le nationalisme a repris de la vigueur dans les "vieux" pays industriels et un aspect exacerbé dans les pays arriérés.

Les travailleurs sont de plus en plus "incorporés" dans le régime. Quelle est donc la valeur de l'affirmation que le mouvement des conseils est une réponse aux questions que se posent les révolutionnaires, puisque cette réponse restera théorique tant que la conscience n'aura pas commencé à percer, après l'industrialisation de toute la planète. Ne faut-il pas plutôt, l'enfouir dans un coffre avec la mention: à n'ouvrir qu'en 2.059?

Parmi d'autres, les questions suivantes réclament une réponse: Le potentiel industriel mondial est-il suffisant pour les besoins de la planète? Si non est-il démontré que ces besoins requièrent l'industrialisation "totale".

A partir de quel degré de "prolétarisation" sur le plan mondial doit-on attendre l'apparition de la conscience?

Comment peut-on concilier une attitude hostile au capitalisme avec la certitude que son développement planétaire est le seul véhicule du socialisme?

EST-IL PENSABLE EN VERITE QUE LES REVOLUTIONNAIRES  
N'AIENT RIEN D'AUTRE A PROPOSER QUE LA GENERALISA-  
TION DES BAGNES INDUSTRIELS COMME MOYEN DE S'EN  
AFFRANCHIR?

L. 12 Avril 1959

Remarques de ~~M&E~~.

La conception des perspectives du capitalisme que je crois pouvoir dégager chez Daniel pourrait se résumer comme suit: le système économique que nous appelons capitaliste et qui est prédominant à notre époque, loin d'avoir épuisé ses possibilités créatrices a encore devant lui un long développement et une grande tâche à accomplir.

La perspective d'un "capitalisme généralisé" n'est pas tracée simplement comme une hypothèse sociologique mais comme une sorte de loi de l'histoire (dans la conjoncture actuelle, pas d'échappatoire au capitalisme généralisé), comme "une transformation... inscrite dans le devenir historique". C'est que le capitalisme, et le capitalisme seul est appelé à créer, par le moyen du prolétariat généralisé, l'infrastructure industrielle qui est la condition fondamentale de toute économie socialiste. Ce que le capitalisme étranger et colonial n'a pas su faire dans les pays arriérés, les bourgeois et les bureaucrates autochtones le réaliseront: l'accumulation dite primitive du capital étape préliminaire à l'accumulation capitaliste proprement dite.

~~D&E~~ prétend dénoncer le marxisme mystificateur et il y aurait sans doute beaucoup à faire à cet égard. Mais D. n'est il pas lui-même la proie d'une mystification "marxiste" lorsqu'il fait sienne la fameuse conception dialectique du développement de l'histoire qui, si elle se trouve chez Marx, (et surtout chez ~~EH~~ Engels) n'en est pas moins en contradiction avec un autre postulat du même Marx, à savoir l'auto-émancipation des ouvriers?

Selon cette conception (dont on ne saurait méconnaître l'inspiration hégélienne et qui, sur le plan moral, se rapproche du précepte "la fin justifie les moyens") les catastrophes et les calamités sociales "inscrites dans l'histoire de l'humanité sont la rançon inévitable du progrès humain. Appliquée à certains phénomènes sociaux de notre temps, inac-

ceptables comme tels, cette dialectique veut que les événements obéissent à une prétendue "nécessité historique" contre laquelle, ni les hommes, ni les sociétés ne peuvent rien, mais qui, en dernier ressort, (c'est le ressort découvert sans doute par les devins<sup>es</sup> dialectiques) ont une signification positive; puisqu'ils conduisent "inévitablement" à un état de bonheur et de perfection définitif.

Chez Marx, cette croyance peu scientifique est tempérée, voir sublimée, par l'idée d'une alternative dont le second terme pose l'action consciente des hommes, plus exactement d'une classe, comme la condition de la libération de toute l'humanité - c'est ce que j'ai appelé ailleurs le postulat de l'auto-émancipation et ce que Daniel nomme "l'obligation pour l'humanité de réaliser le socialisme ou de sombrer dans le chaos", obligation qui est, pour D. , "l'hypothèse fondamentale".

Cette hypothèse est-elle compatible avec la thèse d'un capitalisme dont le développement serait loin d'être terminé et qui aurait par conséquent, encore un certain rôle "historique" à accomplir? Oui, si on tient compte du facteur temps et que l'on démontre que le moment du choix décisif n'est pas encore venu. C'est ainsi que D. affirme que "l'ineluctabilité" du "déclin" du capitalisme participe de l'hypothèse fondamentale, mais que le socialisme ne sera réalisé que "si le prolétariat le veut". D. Pense bien entendu au prolétariat de l'avenir, fruit de l'industrialisation généralisée.

En l'absence de la première condition (déclin du capitalisme) le prolétariat aura beau se mettre en mouvement, son échec sera fatal, car si la conscience de classe ne saurait créer une industrie (alors que l'inverse paraît plus plausible), il est certain que même dans les pays très développés industriellement, tout mouvement révolutionnaire conduirait à la faillite aussi longtemps que de vastes parties du monde restent en dehors du développement industriel ou n'en ont pas atteint le niveau maximum (ou optimum).

### Capitalisme et Prolétariat généralisés

Ceci bien considéré, une première contradiction apparaît dans le raisonnement de D. Il considère en effet que le "socialisme est réalisable dans les seules sociétés industrielles dotées d'un prolétariat". Mon objection vise dès lors l'incompatibilité de la prémisse initiale. - capitalisme généralisé - et de la thèse du socialisme partiellement et localement. En d'autres termes, pour qu'il n'y ait pas contradiction, il faut accepter la double thèse de la vocation universelle du prolétariat industriel d'autre part. D. est donc beaucoup plus logique lorsqu'il exalte les bienfaits des résultats de la production industrielle, oeuvre de la bureaucratie en URSS et en Chine.

D. est encore logique lorsqu'il considère les mouvements et révolutions nationalistes au vingtième siècle (il s'agit bien entendu des pays arriérés) en liaison avec sa thèse initiale de la vocation universelle du capitalisme: le nationalisme se rattache à cette vocation que le capitalisme occidental, colonialiste et impérialiste a fâcheusement trahie.

### La logique du réformisme

Or, suivant la logique de la conception exposée par D. on s'attend à une conclusion politique qui devrait signifier la condamnation de tout mouvement révolutionnaire "prématuré", voire une franche adhésion aux thèses du socialisme réformiste. L'hypothèse de la nécessité historique du capitalisme et de la prolétarianisation généralisée étant posée, une seule politique ouvrière semble en effet s'imposer "raisonnablement": s'intégrer au système, en tirer le meilleur parti en acceptant ses règles de jeu politiques pour préparer la classe ouvrière à son rôle directeur futur, ou tout au plus hâter la venue du ~~moment~~ moment "historique" qui inaugurerait l'achèvement de la "mission" du capitalisme. Pour telle école réformiste, le vrai combat, classe contre classe, commencera à ce moment précis, pour telle autre, la passation des pouvoirs s'accomplira sans lutte, l'héritage

devant échouer "légalement" au prolétariat et à son parti: n'oublions cependant pas que les pères spirituels de ce réformisme ont nom Marx et Engels.

Il serait fastidieux d'illustrer cette théorie en citant tel ou tel représentant de l'école marxiste. Qu'il suffise de nommer à titre d'échantillonnage, Louzon et Laurat en France, Jenssen en Allemagne, ces trois marxistes ayant développé, chacun à sa manière, une vraie théorie du réformisme. (Je choisis d'autant plus volontiers ces trois noms qu'il s'agit, malgré des nuances, de la même "théorie": celle-ci veut que ce soit les USA et non l'URSS qui ait la vocation de l'unification du monde par le capitalisme généralisé, peut-être même au prix d'une troisième guerre mondiale qui verrait le triomphe planétaire du capital américain et de ses vertus socialisatrices...).

En bref, le réformisme (marxiste ou non, stalinien ou non) est la seule théorie politique qui semble être en harmonie avec l'hypothèse d'un capitalisme créateur considéré comme la condition historique du socialisme. Selon Jenssens, "le chemin du socialisme", mène à travers les convulsions du capitalisme dont le développement est soumis à la loi de l'accumulation, qu'il est impossible d'enfreindre; mais, au sein même du système, les éléments de sa négation se forment et se multiplient à mesure que le système devient universel. Fidèle à ce schéma, Jenssens conseille à la social-démocratie une politique à long terme, adaptée à la "situation historique". La guerre? Elle fut (et sera encore ...) une étape de transition "nécessaire" sur la voie d'un développement supérieur. Il suffit de considérer les stimulants apportés par les deux guerres mondiales au progrès technique, -sans parler de ce qu'elles ont eu de "stimulant" pour la maturation politique de la classe ouvrière...

Ce qui confère une vraisemblance à l'argument de Jenssens (et, j'ajouterai: à celui de D.), c'est l'attitude même de la classe ouvrière vis à vis de son ennemi de classe et vis à vis de l'expansion et de l'accumulation de capital,

dont elle fait les frais avec un esprit de discipline digne d'une meilleure cause.

Mais, cette constatation ne m'empêche pas de maintenir mon objection fondamentale que je fais à l'argument de D. : le mouvement du "Communisme des Conseils" (tel du moins que je l'entends) est incompatible avec l'hypothèse d'un capitalisme généralisé.

#### Les Conseils et le capitalisme destructeur

J'ai dit que cette hypothèse n'admettait qu'une seule politique: le réformisme. Pour être tout à fait précis, j'ajouterais: détachée de tout contexte politique, l'hypothèse d'un capitalisme généralisé peut se justifier en tant que prévision d'un événement historique possible. Personne ne m'oblige, mon hypothèse une fois formulée, de prendre une position politique quel qu'elle soit. Il s'agit d'une hypothèse "gratuite", plus exactement d'une croyance sans prétention scientifique.

Or, D. ne veut ni du réformisme, ni de la prévention "gratuite". Bien au contraire, il fait profession de foi socialiste et révolutionnaire et exalte le "mouvement des conseils ouvriers", -nous verrons ce qu'il entend par là.

Pour nous, le communisme des conseils n'est compatible qu'avec la négation absolue de la vocation créatrice du capital dans l'ère des armes nucléaires, des dictatures militaires et des guerres en chaînes.

Voici notre hypothèse de base: pour nous, les forces "productives" que le capitalisme est encore capable d'engendrer et de développer sont, dans leur finalité ultime des forces de destruction. Le capitalisme moderne, par ses liens étroits avec la technique moderne est arrivé à un tournant décisif ou plutôt, il se trouve dans une impasse sans espoir de retour et il ne peut compter, pour se régénérer sur des entreprises de destructions massives. Il mourra, ou bien dans un cataclysme nucléaire qui sera la mort, sinon de l'espèce tout entière, à coup sûr de toute vie sociale, ou bien il sera vaincu par la révolution, - la révolution des conseils.



Que savons-nous des conseils? Une chose essentielle: ils sont appris dans des pays, à des moments et dans des circonstances qui étaient loins de ressembler à l'image que nous nous faisons d'un capitalisme développé, avancé; leur ancêtre, la Commune de Paris fut comme le premier défi lancé par le prolétariat à la "nécessité historique" à laquelle Marx croyait si fermement et qu'il a lui-même oublié et même sérieusement écarté de son esprit lorsqu'il écrivit à Kugelmann que l'histoire serait à la fois facile à faire et elle serait chose mystique, si tout s'y passait comme prévu et si le hasard en était absent. C'était une manière peu scientifique de revenir à une conception très scientifique, c'est à dire empirique des faits de l'histoire humaine.

Le Conseil Ouvrier s'inscrit dans cette tradition des coups de hasard dont l'histoire imprévue et imprévisible est capable. Pour celui qui voit dans le socialisme autre chose qu'un avorton du capitalisme à son déclin, c'est là un enseignement décisif.

Si les mouvements dits "spontanés" ont pu avoir le caractère exemplaire que nous leur accordons c'est précisément parce que leur spontanéité était comme un défi lancé à la prétendue nécessité de l'histoire, chère aux dialecticiens marxistes. Par leur action et leurs objectifs, ils sont la négation de cette nouvelle théorie logie qui fait de l'histoire un Dieu. Mais ils pourraient être autre chose et plus encore: le symptôme décisif d'un changement total et profond dans la conscience ouvrière et la source d'inspiration de la théorie révolutionnaire qui s'impose à nous dans la phase de l'histoire que nous vivons.

Cette théorie, ou mieux cette éthique, fait sienne la perspective d'un capitalisme essentiellement destructeur, d'un progrès technique et scientifique qui conduit la société humaine à l'abêtissement et au suicide. La justification d'une telle perspective apocalyptique nous est offerte par l'expérience quotidienne des faits dont nous sommes les témoins, à condition d'avoir l'esprit critique. En "matérialistes", nous

dirions que notre théorie est la pensée révolutionnaire qui correspond à l'époque actuelle du développement économique et social et que l'avenir du mouvement des conseils dépend de la prise de conscience, par les producteurs (ce terme reste à définir), de la perspective que nous avons du système économique actuel et de la politique qu'elle implique.

La thèse de la "nécessité historique" du capitalisme généralisé comme condition de réalisation du socialisme n'a pas sa place dans l'éthique révolutionnaire des conseils. Mais nous pouvons donner un nouveau sens au concept de "nécessité historique" en disant que le mode de production socialiste est aujourd'hui la condition dont dépend la survie de l'humanité et de la culture humaine.

Nous ne nous laisserons pas de dire que nous discutons sur des hypothèses et sur des perspectives que nous estimons probables et plausibles. Constater des faits est une chose, leur donner une signification et en déduire des pronostics en est une autre.

Si nous affirmons que l'avenir est au capitalisme généralisé, nous ne nous bornons pas à constater, mais nous émettons un pronostic. Si nous ajoutons que l'industrialisation capitaliste est la condition du socialisme, nous donnons un sens hypothétique à un phénomène prévu et tout raisonnablement finit par ressembler à une option politique. Le choix d'une telle perspective doit logiquement conduire à légitimer le réformisme et à condamner "objectivement" les mouvements de minorités dits "spontanés". Si l'on admet une autre alternative, il faudrait la définir, -ce qui reviendrait à élaborer les éléments d'une théorie des conseils qui serait à la fois en opposition avec le réformisme et capable d'inspirer un mouvement ouvrier autonome dont l'action n'aurait plus le caractère d'une spontanéité inefficace.

M....

non

Après ces deux réponses au texte du camarade D., une lettre de notre camarade C. nous annonce que les positions prises par rapport au texte de D. ne permettent plus, à lui et à D. de continuer la discussion avec le reste des camarades.

Cette lettre eût le mérite de relancer la discussion. Nous en donnons ci-après l'essentiel, ainsi que les réponses qu'elle suscita.

36  
- 55 -  
Lettre de G.

Je crois devoir vous donner des explications sur mon retrait définitif de votre cercle de discussion. Nous avons discuté ensemble pendant de nombreuses années et, certes, ce n'est pas de gaieté de cœur, que je renonce désormais à me joindre à vous. Au cours de nos longues discussions, portant sur des sujets variés, mais se rapportant tous à une seule préoccupation: comment faire que le socialisme soit autre chose qu'une utopie généreuse. Je fus amené progressivement à constater que vous vous contentiez du rêve, sans souci d'examiner si votre rêve avait quelque chose en rapport avec la réalité. Plus exactement dit, qu'il vous suffirait de penser - sans aller toutefois jusqu'à carrément l'affirmer - que le socialisme était impossible, par la faute des ouvriers eux-mêmes. Les camarades avec qui, dans ce cercle, je me trouve en accord général, et moi, nous pensons autrement et nous avons été amenés à préciser notre pensée sur un certain nombre de points. Nous nous sommes donc heurtés à plusieurs reprises. Je regrette que ces heurts n'aient été fructueux pour personne! J'ai fait ce que j'ai pu - avec mes défauts - pour qu'il en fût autrement. J'ai largement exposé mes idées, tenu ma place dans les discussions, avant d'en arriver à cette conclusion désolée de n'avoir pu jamais bénéficier de votre attention et de vos critiques fraternelles. Tout votre souci fut de démolir les idées que nos amis ou moi exposions; jamais sauf sur des points de détail, vous n'avez tenté une critique constructive. Et lorsqu'enfin deux d'entre vous nous répondent, c'est en essayant de nous salir, de nous ravalier au rang de staliniens ou de sociaux-démocrates, selon ces traditions que vous semblez détester. Car il ne s'agit pas de ces mots que l'on égare dans le feu d'une discussion et qui, si l'un d'entre nous s'y aventurait, vous feraient pousser les hauts cris. Il s'agit de la seule attitude cohérente que vous avez su prendre vis à vis de nos thèses et cela, significativement, en dépit de tout ce qui vous sépare entre vous

et qui est aussi large que ce qui vous sépare de nous.

Car enfin quand L. nous dit que nous sommes indignes d'être des révolutionnaires, il porte un jugement politique alors que M. nous reproche une "option politique". J.M. assure que l'installation dans le confort est le trait dominant, aujourd'hui, de la conscience ouvrière, tandis que, selon A. les ouvriers vivent moins bien qu'autrefois. M. nous apprend que les produits de la science contemporaine sont essentiellement destructeurs pendant qu'I. à plusieurs reprises, émet l'idée que la science moderne va conduire à satisfaire les besoins de tous. Vous êtes ainsi opposés entre vous; mais c'est là le moindre de vos soucis, au contraire, vous vous flattez de votre diversité d'avis. En revanche, vous vous trouvez réunis dans la négation systématique dès lors qu'un d'entre vous émet une opinion. Pourquoi cela? Parce que nous exprimons, au-delà des différences de personnalité, un courant de pensée collective et que cela vous fait horreur. Parce que nous pensons que le socialisme demeure une virtualité du développement humain - qu'il représente donc tout autre chose qu'une "attitude morale" - et que nos idées, par conséquent, ne peuvent que vous scandaliser. Autrement quelles raisons auriez-vous, les uns de nous insulter, les autres de se taire!?

Vous avez tiré les conséquences de cette opposition de principes. Vous vous êtes situés vous comme des révolutionnaires (L.) ou des scientifiques (M.). Nous serions, nous, des "marxistes" et "léninistes" attachés à "favoriser l'universalisation du système capitaliste" (L.) des "devins à dialectique" (M.). D'une certaine façon, vous avez raison: il n'y a aucun rapport entre notre pensée et vos opinions et, comme vous le constatez vous-mêmes, à la racine de cette opposition se trouvent des points de vue de classe nettement tranchés. Je vous remercie de m'avoir aidé à en prendre conscience. Pour une fois c'est bien le moins.

J'admets donc que nous soyons, pour vous, des "réformistes" puis que cela vous fait plaisir et que, passée une

légitime indignation, je m'en fous. Mais, vous, qu'êtes-vous donc? Tous vos efforts tendent à nier que la société où nous vivons est divisée, déchirée par des antagonismes de classe, faibles du côté du prolétariat, aveugles, cachés, sous-jacents, mais réels cependant et qui viennent au jour ici dans une grève sauvage, une émeute, là dans une insurrection des masses. Vous affirmez que les exploités ont pour seule ambition de ressembler à leurs exploités, vous dites que l'ouvrier qui possède une salle de bains ou une bagnole est plus "aliéné" que l'ouvrier d'autrefois qui n'en avait pas. Et vous pensez comme M. Touraine, qui est un âne, et dit que les ouvriers vont aux bains de mer dans les mêmes conditions que leurs patrons, ou que mon patron qui pense que ses ouvriers gagnent si bien leur vie qu'ils n'ont à se plaindre de rien. Mais il ne vous vient pas à l'esprit que, dans certaines conditions, il a fallu et il faudra que les masses sortent de leur imbécile prostration. Cette dernière hypothèse n'est pas "scientifique" selon M., les révolutions étant de "ces coups de hasard dont l'histoire est capable (P.9)". Et, c'est D. paraît-il, qui idéalise l'histoire! Je note au passage que l'apparition du socialisme, ne peut selon vous, tenir que du miracle.

L'hypothèse la meilleure, pour vous, serait que les "producteurs" - mais vous ne savez pas ce que c'est, les producteurs (P.9) - devraient de liguer contre la bombe atomique et se former pour cela en conseils. D'ailleurs, vous êtes "sceptiques" là-dessus (P.10), je suis donc fondé à tenir cette référence aux conseils pour une clause de style, un vague espoir et non une "hypothèse scientifique". Le cataclysme nucléaire, à quoi nous serions promis, mais j'entends ce beniment là tous les jours! Il constitue le cœur des idéologies officielles, selon elles la seule alternative, soit au monde "libre", soit au monde "socialiste". Ce qui menacerait le destin de l'humanité, ce n'est pas la division de la société en classes antagoniques, la persistance d'un système de production et d'échanges criminel et délirant,

c'est "l'attente de la société humaine à l'abaissement et au suicide (P.9)"! Il est vrai qu'il s'agit du point de vue d'un seul d'entre vous, mais dans la mesure où les autres se taisent ou qu'ils ne proposent aucune perspective (L.) - c'est à dire qu'ils parlent pour ne rien dire - je peux la tenir pour commun à l'ensemble d'entre vous. Seul I., je l'ai signalé, maintient un sentiment opposé, mais, bien sûr, on respecte son point de vue, chacun est libre de penser ce qu'il veut, chez vous!

Je crois utile de résumer ici l'idée de D. telle que je l'ai comprise: A notre époque la capitalisation du monde se poursuit à un rythme accéléré. Son développement inévitabile entraîne la ruine de l'ancienne société des pays arriérés - déjà profondément ébranlée par l'introduction du système monétaire dans les campagnes, de règles élémentaires d'hygiène, etc... et l'apparition d'une nouvelle classe exploiteuse ne se distinguant de la bourgeoisie classique que par un statut différent dans l'appropriation de la plus-value sociale. La barbarie du nouveau système, les déportations et l'encasernement en masses, ou bien l'agrandissement considérable de l'appareil de production et l'amélioration du niveau de vie moyen, tels sont aux yeux des bourgeois, les traits caractéristiques du nouvel état de choses. D. en donne une description théorique, mais il va plus loin, au delà du tissu épais des réalités immédiates. Il constate qu'aux vieilles formes de servage <sup>succède</sup> une autre forme d'exploitation.

Cette forme universalise le système capitaliste jusqu' alors réservé à quelques Etats hautement développés, elle en consacre l'apogée. Elle introduit de nouveaux rapports de production, fondés sur la coopération constante entre les divers secteurs de l'économie et la socialisation du temps de travail. Elle balaie sommairement une foule de particularisme féodaux ou villageois. Elle fait passer les foules du stade animal, étroitement soumis aux conditions naturelles à un stade d'humanité plus évolué, soumis aux conditions du Capital; bref, elle précipite dans une existence sociale ces



foules jusqu'alors promises à la famine, aux épidémies, aux inondations.

Mais ce nouveau cours ne va pas sans heurts; il provoque les réactions des vieilles couches expropriées, de ce qui en reste, et qui, par étapes, s'agrègent au nouvel appareil. Il suscite, simultanément, des protestations et des luttes de masses allant de l'absentéisme à l'insurrection ouverte. Ce qui est important dans cette nouvelle contestation de l'ordre établi, c'est que les masses y sont contraintes inévitablement et qu'il leur faut s'organiser par elles-mêmes contre les institutions officielles. Notre rôle consiste à replacer ce mouvement dans son cadre vrai, à montrer que la barbarie et les innovations du capitalisme vont de pair et sont, par essence, passagers. Nous devons indiquer également que le système capitaliste n'échappe que provisoirement et partiellement à cet enchaînement de crises et d'effondrements qu'il a connu et à quoi il est inimaginable qu'il puisse échapper. Ici, mais ici seulement, les doctrines de Marx et de ses disciples ont un sens.

A ce point de vue, on fait à D. une objection sérieuse, la seule. Les objections de V. et de L., M. les reprend ainsi: Dans la conception de D. "tout mouvement révolutionnaire conduirait à la faillite aussi longtemps que de vastes parties du monde restent en dehors du développement industriel (P.5)". Ni M.: "l'argument de D. est justifié par l'attitude même de la classe ouvrière"; ni L. "les travailleurs sont de plus en plus incorporés dans le régime" n'admettent que de tels mouvements puissent se produire. Mais ils accusent cependant D. d'en préparer le sabotage!

Nous pensons que le prolétariat s'éduque par ses luttes et que de telles luttes sont inévitables. L'auto-émancipation de la classe ouvrière est un lent processus où il n'y pas de moyen terme entre la victoire et la défaite (ce n'était pas le cas pour les classes révolutionnaires du passé). C'est tout ce que nous pouvons dire. Mais nous ne posons pas le problème en termes de faillite ou de triomphe ~~et autres~~

~~xxxx~~nous leposons en termes de luttes, indépendantes de notre volonté, et aboutissant dans les faits, à un développement d'une conscience de classe pour soi-même du prolétariat.

Voilà ce que D. a voulu dire et que je répète avec d'autres mots.

Le brouillon de L., les questions qu'il pose, montrent qu'il n'a pas cherché le moins du monde à pénétrer - fût-ce pour le rejeter - ce que nous nous efforçons d'exposer depuis si longtemps; il croit, et veut faire croire, que pour nous, le socialisme est une affaire d'abondance des biens. Il nous a sommé de répondre à la question: le potentiel industriel mondial est-il suffisant pour les besoins de la planète? C'est le type de question à quoi il est, sérieusement impossible de répondre: tant que le capitalisme durera nous ignorerons le "potentiel" et les "besoins" de la planète. L. est plus audacieux, il répondait dans "La Bataille Internationale" (oct. 1951 n°2): "les conditions économiques du socialisme existent et commencent même à pourrir". Notre idée là-dessus, n'est pas seulement économique mais autant et plus, sociologique. Le socialisme, pour nous, est le problème d'une nouvelle mentalité prolétarienne qui se constitue dans la lutte prolétarienne révolutionnaire et simultanément celui d'une organisation nouvelle de la production et distribution des biens. La condition préjudicielle, comme le rappelait D., en est l'existence d'un temps de travail social moyen qui seul permet cette organisation. Cette idée existe dans "Le Capital" et surtout dans la "Critique du Programme de Gotha" plus aisément lisible. Elle a été développée dans des articles d'"Internationalisme" et aussi une brochure de H.

"L'industrialisation", pour nous, ce n'est donc pas essentiellement que plus de biens et plus de prolétaires soient produits. C'est qu'un ensemble social productif se substitue à une société cloisonnée où les êtres humains vivent dans l'inaction totale et une angoisse bestiale 150 jours par an. Encore, faut-il, pour qu'ils parviennent à

subsister misérablement qu'un grand nombre d'entre eux soit quotidiennement emporté par les calamités naturelles. Je voudrais que L. m'explique, sans recourir à des mythes, comment le Socialisme est possible sur cette base, alors que le Capitalisme ne l'est - et encore pas toujours - qu'au prix des plus épouvantables souffrances. A ce moment, je voudrais à reprendre la discussion.

"Constater des faits est une chose, leur donner une signification en est une autre", tel est le souci constant de M. (P.IO). En réalité il fabrique d'abord une signification chez D., après il constate le fait. Pour des raisons qui m'échappent, il cherche à fourrer D. en compagnie de gens avec qui, il n'a rien à faire.

Il ne suffit pas de donner à D. la couleur que M. voudrait lui voir prendre. D. est certainement réformiste puisqu'il dit que le socialisme n'est pas pour demain et qu'il n'en admet pas l'immaculée conception. Et les réformistes de se presser en foule autour du bureau de M., avec la "Revue socialiste" sous le bras. Il en prend un, deux, le troisième est le bon, c'est L.A.Jenssen. Il ressemble à D. comme un frère, c'est à dire qu'ils ont un air de famille.

Voici la démonstration de M. : vous êtes de l'avis de Jensen, Jensen est réformiste, donc vous êtes réformistes. Et M. d'arranger Jensen comme un boucher pare une pièce de viande. Je ne le suivrai donc pas dans ses considérations et je m'adresserai directement à Jensen.

Ce membre de la bureaucratie social-démocrate caractérise notre temps comme soumis à la tendance du capital financier d'établir une économie planétaire et un gouvernement mondial: sur cette voie, la Russie constitue un obstacle essentiel. La démarche de D. est différente: s'il ne nie pas l'influence du capital financier international, comme point de départ de l'accumulation primitive dans les pays arriérés, il montre que, passé un certain seuil, cette accumulation n'est possible que dans de grands ensembles géographiques, unifiés socialement et politiquement, et sur la base essen-

tielle d'une formation nationale du capital. Nous n'allons pas vers l'unification du monde capitaliste.

Pour Jensen "la démocratie socialiste est l'alternative à la bureaucratie étatique (P.93)"; Truman plus Scumacher contre Staline! Jensen - mais ce n'est pas seulement son cas, c'est celui de tous ceux qui examinent d'un peu plus près le problème! - constate, en Chine, la destruction de l'ordre féodal et ce qu'il nomme la libération des paysans. Il appelle cela un "progrès positif". La tâche des socialistes, ajoute-t-il, est d'aider les communistes chinois à se débarrasser de son élément "négatif", le nationalisme, en ce qu'il oppose la Chine au capitalisme unificateur. Pour D., le développement inévitable du capitalisme renforce la tendance du prolétariat à combattre en masses indifférenciées dans leurs conseils, il établit un rapport entre l'évolution sociale et les luttes réelles ou virtuelles du prolétariat. D., il le dit expressément, n'entend aider ni Mao, ni l'Occident.

Mais dira M., ce sont là les conclusions de Jensen. Vous ne les partagez point, je vous l'accorde, mais il n'empêche que votre hypothèse de départ est la même. Voyons donc ce que dit Jensen: "La division en classes est inévitable dans une société où les conditions matérielles de sa disparition ne sont pas encore prêtes à mûrir. La disparition de la contrainte, donc de l'Etat, est irréalisable tant qu'on ne produit pas de ces énormes excédents qui rendent possibles simultanément et une augmentation du niveau de vie et une augmentation des investissements avec des efforts équivalents ou diminués (P.89)". Et Jensen conclut sa démonstration, en disant que c'est dans l'interaction de la création et de l'accumulation du capital social productif que se dessinent les forces révolutionnaires, conscientes et agissantes, d'une société sans classes".

Jensen ne sort donc pas d'une vision purement "réaliste", comme il dit, le socialisme est une création du Capital, il n'est pas le fruit de l'action des masses, provoquée par les antagonismes à l'intérieur de la société. Jensen est un "fa-

taliste" véritable, alors que L, par exemple, était un "volontariste" véritable.

Il écrivait

(aut c. 16) "Nulle part ne s'élève une voix assez forte pour être entendue et écoutée. C'est de cette carence que vient la force des infériorités ... (Nous sommes plongés, (n.d.r)) dans une évolution qui nous demande dans la mesure où nous manquons maintenant du courage nécessaire pour nous y opposer." D. peut sans doute, nous citer à certains vers de Tenssen, celle-ci par exemple: "La division en classes, la séparation entre dirigeants et dirigés, l'oppression et l'exploitation ne peuvent disparaître selon les désirs et le bon plaisir. Il en va de même lorsqu'un parti socialiste ou communiste prend en charge le pouvoir gouvernemental et doit le supprimer des classes (p. 88)". Mais il ajoute, lui, qu'un parti, quel qu'il soit, ne peut réaliser cette suppression en quelque circonstance que ce soit! Quand à L, cette question ne l'effleure même pas. Il écrivait: "Il faut repartir de zéro sur le plan politique" et c'est là que commence aujourd'hui la véritable lutte contre la guerre. Il en reste à ce zéro.

J'ai essayé de montrer à quel point la pensée de D. pouvait être féconde, quelle recherche d'une cohérence et d'une signification révolutionnaire, là où vous vous complaisez à nourrir vos désespoirs, votre "féminisme" pur, héroïque et désabusé -

Je suis communiste, même si il vous fait d'en douter ou d'en ricaner, et, par conséquent, je suis la sottise. Je ne veux plus me mêler à votre carnaval de l'ambiguïté - Amusez-vous bien et lisez Simone Weil!

- C - mai 1959

taliste" véritable, alors que L., par exemple, était un "volontariste" véritable.

Il écrivait:

(art.cité): "Nulle part ne s'élève une voix assez forte pour être entendue et écoutée. C'est de cette carence que vient la force des impérialistes.... (Nous sommes plongés, n.d.r.) dans une évolution qui nous dépasse dans la mesure où nous manquons maintenant du courage nécessaire pour nous y opposer". D. peut, sans doute, souscrire à certaines vues de Jensen, celle-ci par exemple: "La division en classe, la séparation entre dirigeants et dirigés, l'oppression et l'exploitation ne peuvent disparaître selon les désirs et le bon plaisir. Il en va de même lorsqu'un parti socialiste ou communiste prend en charge le pouvoir gouvernemental et décrète la suppression des classes (P.88)". Mais il ajoute, lui, qu'un parti, quel qu'il soit, ne peut réaliser cette suppression en quelque circonstance que ce soit. Quand à L., cette question ne l'effleure même pas. Il écrivait: "Il faut repartir de zéro sur le plan politique et c'est là que commence aujourd'hui la véritable lutte contre la guerre". Il en reste à ce zéro.

J'ai essayé de montrer à quel point la pensée de D. pouvait être féconde, qu'elle recherchait une cohérence et une signification révolutionnaires, là où vous vous complaisez à nourrir vos désespoirs, votre "pessimisme" pur, héroïque et désabusé.

Je suis communiste, même s'il vous plaît d'en douter ou d'en ricaner, et par conséquent, je hais la sottise. Je ne veux plus me mêler à votre carnaval de l'amertume. Amusez-vous bien et lisez Simone Weil!.

Réponse de L. à la lettre de C.

Ce n'est pas par manque d'envie, mais je veux essayer, si je le peux, d'éviter la polémique à propos de questions politiques dont l'importance me semble primordiale.

Il est cependant nécessaire de constater, que pour justifier sa "retraite", il nous prête, aux uns et aux autres, tant à son égard qu'à celui de D. des qualificatifs qui n'ont jamais été prononcés.

Bien qu'aucun de nous ne l'ait jamais dit ou écrit, C. sait que "nous pensons que le socialisme est impossible"; bien qu'il ne l'ai jamais dit ou écrit, "L. dit que nous sommes indignes d'être des révolutionnaires". Nous "accusons D. de préparer le sabotage des mouvements révolutionnaires" ETC...

Tout cela n'est vraiment pas sérieux. Car, enfin, nous n'avons, ni les uns ni les autres, accusé C. ou D. d'être ceci ou cela. Nous avons posé des questions et dit vers quelles conclusions, à notre avis, menaient leurs positions. Si montrer son désaccord politique avec quelqu'un c'est l'insulter aucune discussion n'est plus possible.

Il se trouve que l'analyse historique du mouvement ouvrier nous oblige de constater que jusqu'ici il a toujours été battu. Après l'avoir constaté, nous l'avons dit et c'est ce que C. appelle "se livrer à un carnaval d'amertume". Comment doit-on alors qualifier l'attitude de ceux qui ayant constaté la même chose n'osent pas ou ne veulent pas le dire tout haut? Faire croire aux travailleurs que leurs défaites sont des victoires, n'est-ce pas les mystifier et les préparer à de nouvelles défaites?

Notre souci constant a été, avec un bonheur inégal sans doute, de comprendre la situation, de nous démystifier nous-mêmes, et de chercher une ouverture vers l'avenir, c'est à dire vers le socialisme. Les réunions que nous tenons depuis des années pouvaient-elles avoir le moindre sens, si nous n'étions tous animés par la conviction commune de la nécessité



du socialisme.

Il se trouve qu'actuellement, confrontés avec la réalité, c'est à dire l'emprise qu'ont sur les travailleurs les idéologies bourgeoises et staliniennes nous ne pouvons conclure à l'inélucltabilité du socialisme. Mais aucun de nous, que je sache, n'a été amené de ce fait à nier les antagonismes de classe.

La mystification éffrénée dont sont obligés d'user les régimes capitalistes de l'Est et de l'Ouest, est la preuve de l'existence de cet antagonisme. Nous nous sommes simplement bornés à la constatation que, pour le moment, la classe ouvrière n'arrivait pas à comprendre l'étendue de cette mystification; ni à la constatation, qu'elle est aujourd'hui, compte tenu des forces productives ~~xxxxxxx~~ existantes, de la force de travail dépensée et de la richesse produite, plus exploitée que jamais.

Pour toutes ces raisons, n'en déplaise à C. l'ouvrier est plus aliéné aussi que dans le passé. Il ne faut pas perdre de vue, en effet, que l'ouvrier de 1959 n'est pas celui de 1900; il vit dans un contexte différent et ses besoins sont fonction de ce contexte. Toute référence aux conditions d'il y a cinquante ans est donc arbitraire et ne peut servir qu'à camoufler la réalité.

Lorsque C. et D., nous disent que "la capitalisation du monde se poursuit à un rythme accéléré", il s'agit là d'une constatation que personne d'entre nous ne nie. Mais lorsqu'ils disent que ce phénomène doit continuer, et continuer inévitablement sous la houlette du capitalisme, engendrant la barbarie que nous voyons en résulter, pour "tirer du stade animal" une grande partie de l'humanité, alors nous sommes en droit, devant ce fatalisme, à nous poser la question sur le rôle qu'ils attribuent dans cette évolution aux travailleurs, et constater que ce rôle est nul.

Cette transformation de la société, nous pensons quand à nous, que pour aboutir dans ce cortège de barbarie, elle doit avoir lieu sous la direction effective des travailleurs,

que le temps presse, et que toute l'action (puisque C. est d'accord que la discussion aussi est action) doit être axée vers la recherche des moyens propres à réveiller la conscience de classe et à trouver un mode d'organisation et d'action ne menant pas inéluctablement à de nouvelles défaites.

Nous posons, dit C. "le problème en termes de luttes indépendantes de notre volonté", ceci après nous avoir dit que l'industrialisation, sous la houlette du capitalisme est "inévitabile". Ne peut-on alors se demander quel est le rôle, dans tout cela de la pensée et de l'action révolutionnaire?

En 1951, j'écrivais, en effet: "Alors que les conditions économiques du socialisme existent et commencent même à pourrir, il faut repartir de zéro sur le plan politique..." (Bataille Internationale N°2 Oct 1951 - Editorial rédigé avec B.Péret). Cela signifiait, et signifie encore à mon avis que les pays avancés sur le plan technique et économique, le sont suffisamment, pour que l'instauration du socialisme permette d'étendre ces avantages à l'ensemble de l'univers. Cela signifie surtout qu'on ne saurait en aucun cas déléguer cette tâche au capitalisme (et de considérer que ce n'est que lorsqu'il l'aura accomplie que les travailleurs auront le droit d'envisager la prise en mains de la société). Cela signifie enfin que, sous peine de se nier lui-même, un révolutionnaire ne peut nier toute valeur aux facteurs subjectifs c'est à dire à sa propre lutte pour atteindre à la conscience de sa tâche et de ses buts et au rôle de la conscience qui seule donnera aux travailleurs, la volonté de briser une société qui en a fait des êtres aliénés.

Comment peut-on ramener l'évolution de la société du 20<sup>ème</sup> siècle à une sorte d'engrenage aveugle entre les mains du capitalisme et dont les révolutionnaires sont les spectateurs impuissants.

Les pas de géant qu'accomplissent à l'heure actuelle la science et la technique dans tous les domaines, ne seront, contrairement à ce que pense I. par exemple, des facteurs de libération humaine, que dans la mesure où elles ne peuvent

seront pas monopolisés entre les mains des exploités; si non elles se transformeront inéluctablement en moyens puissants de réduire encore plus en esclavage, d'aliéner encore davantage les travailleurs. C'est pour cela que le socialisme est à l'ordre du jour, c'est pour cela que plus le temps passe, plus son instauration devient difficile.

Le socialisme est nécessaire, possible, mais non inéluctable.

Imaginer qu'il sortira d'une espèce d'évolution mécanique du capitalisme dont le rôle est d'industrialiser pour son compte la planète, relève tout simplement de l'aberration.

Compte tenu de l'industrialisation de plus en plus accélérée, doit-on considérer que sa généralisation nous rapproche du socialisme quels qu'en soient les moyens et le moteur, ou plus exactement si le moteur en est le capitalisme?

Lorsque C. dit que "l'industrialisation n'est pour lui que la substitution d'un ensemble productif à une société cloisonnée" et qu'il me demande comment le socialisme est possible sur une telle base alors que le capitalisme ne l'est "qu'au prix des plus épouvantables souffrances", doit-on comprendre que le socialisme réclamerait encore davantage de souffrances de la part des êtres humains pour les tirer de la misère. Mais alors de quel socialisme s'agit-il donc?

Et de plus n'y-at-il pas une contradiction entre les conclusions politiques de C., et le fait qu'il compte visiblement sur le capitalisme pour jeter les bases de la société socialiste.

L. ...Mai-Juin 1959

Notes d'A.

Nous savons de quelle façon le capitalisme fonctionne et que sa plus haute institution s'appelle: nation. Les nations sont des entités semblables dans leur structure et, toutes ensemble, elles constituent ce qu'on appelle l'histoire; cette définition peut paraître étrange mais nous savons que l'interprétation de l'histoire varie selon les individus, de là les différentes idéologies, car la nation c'est l'aboutissement logique de la pensée capitaliste. Si nous partons armés d'une idéologie déterminée pour faire la critique d'un phénomène historique, nous aboutirons à des conclusions en fonction de nos formations. Or, D. et C. confondent plusieurs concepts et aboutissent à des conclusions erronées. Pour eux, la machine sociale capitaliste, malgré ses contradictions et ses crises, conduira l'humanité vers un avenir meilleur, voir vers le socialisme, car ils attribuent au capitalisme cette "mission historique". Cette interprétation mécanique de l'histoire prend racine dans le rationalisme idéologique où chaque facteur possède en lui-même les conditions nécessaires pour un développement harmonieux sans l'immiscion d'autres éléments. J'avais compris l'histoire comme un ensemble de facteurs, tous ayant la même importance, mais sans attribuer à la classe capitaliste des droits supérieurs. De là, mon sentiment de classe et mon combat pour abolir les classes, car dans la société capitaliste, il y a ceux qui possèdent et les dépossédés. En partant de cette constatation, nous pouvons dire que la "mission historique" du capitalisme est une idée "capitaliste" inconnue des autres classes sociales. Les rapports de classes sont déterminés soit par la violence, soit par les lois, soit par la contrainte morale, toujours en contradiction avec les lois de la nature. De là les antagonismes et les contradictions dans les rapports humains. Si D. et C. considèrent comme éléments positifs l'exploitation de l'homme par l'homme avec tout ce que cela com-

porte, ce n'est pas là une idée géniale. Eux, se déclarent socialistes révolutionnaires et en plusieurs occasions ont parlé de l'éthique socialiste. Même Trotsky, tant combattu par eux, disait que "le seul héritage que le capitalisme donnera à la classe ouvrière sera vingt siècles de mauvaise morale chrétienne qui freinera le développement de la révolution prolétarienne" car, même si le "progrès", voire "l'industrialisation" à outrance de tous les pays constituent l'issue fatale du capitalisme moderne, il faut tenir compte que d'autres classes sociales ont contribué à ces réalisations. Si les forces productives sont juridiquement la propriété des capitalistes, nous ne pouvons pas, au nom de la morale révolutionnaire, nous faire les avocats des lois capitalistes en invoquant un déroulement de l'histoire qui ne nous appartient pas. Comment peut-on affirmer que les moyens de production appartiennent de droit aux capitalistes? L'histoire, selon eux, appartient à la classe qui possède les moyens de production et de répartition et, selon la logique de ce raisonnement, les lois et les institutions capitalistes s'inscrivent dans un processus normal, c'est à dire que le capitalisme contient des éléments positifs et que, au fur et à mesure de son développement, la société capitaliste entraîne l'humanité vers un avenir meilleur. Nous voyons la pensée rationalisante dans les conclusions de D. et de C., dans l'idée d'arbitraire, de "mission". Non, le capitalisme n'a pas de valeur propre, nous ne pouvons pas faire abstraction des autres valeurs qui composent l'ensemble de la société; sans cela, nous aboutirons à une sorte de morale religieuse.

Si nous condamnons le système social tel que nous le connaissons, c'est précisément à cause des conflits insurmontables que la société capitaliste provoque. Parler de "mission historique" d'une classe qui tend à écraser une autre classe par la contrainte et l'ignorance, est une monstruosité sur le plan théorique. Nous savons que pour la classe ouvrière, malgré son incompréhension envers ses propres

intérêts et son intégration au sein de la structure capitaliste, ses intérêts sont toujours à l'opposé des intérêts de la classe capitaliste. Comment pourrions-nous expliquer autrement plus de cent années de luttes et de révolutions? Non, D. et C. font abstraction de la nature du système capitaliste. Si le capitalisme a une mission à remplir, c'est sa mission de classe mais nullement une mission historique dans le sens où nous interprétons l'histoire. Leur erreur, en tant que socialistes, va encore plus loin quand, par exemple, D. affirme: "que pour la première fois dans l'histoire de l'humanité apparaît un tel type de travail collectif, étendu et social" (à propos d'une nouvelle unité comptable..) ou bien "le premier système capitaliste historiquement développé fut le capitalisme libéral et concurrentiel. Nous ne pouvons pas concevoir l'histoire de cette façon.

Au cours des grandes périodes de la civilisation occidentale, l'évolution de la société s'est poursuivie selon un enchaînement où les époques se lient les unes aux autres et où les hommes se sont légués leurs modes de produire.

La production et la répartition des richesses, depuis l'époque ancienne jusqu'à nos jours, se sont toujours opérées sur les mêmes bases sociales. J'ai lu quelque part que "l'histoire de l'humanité, c'est l'histoire de la lutte de classes". Il a toujours existé une unité comptable et un type de travail collectif; il est vrai qu'il varie suivant les époques mais le résultat, c'est à dire l'accumulation du capital commence donc à l'aube de l'époque ancienne; nous pouvons suivre sa trace sans difficulté dans les différentes périodes de l'histoire de la civilisation occidentale. L'empire romain avait accumulé un capital formidable et fortement centralisé. L'époque féodale, malgré l'éparpillement des structures politiques et économiques de l'Europe avait une unité comptable et un travail social collectif, car les rapports économiques et sociaux, dans toutes les sociétés humaines, sont toujours fonction des classes sociales qui la composent. Comment pourrions-nous expliquer les échanges de la richesse produite dans une société quelconque sans qu'il

y ait au préalable une unité de change, c'est à dire de compte et un travail social collectif? On ne peut pas concevoir des sociétés humaines, même les plus primitives, sans besoins sociaux et sans classes ou castes; de là l'apparition de l'unité de compte qui permet l'échange de la richesse produite et par contre-coup l'accumulation du capital. Si les formes de la production et de la répartition ont pris des formes différentes à travers l'histoire, l'appropriation du travail des autres s'est toujours opérée de la même façon dans toutes les périodes. Ce n'est pas par hasard si le droit romain sert à notre époque de base juridique dans toutes les activités sociales du capitalisme. Nous refusons donc d'interpréter positivement les nationalismes, les valeurs progressives de la classe capitaliste, la "nécessité historique", le "progrès" d'une société qui a besoin pour vivre et pour se développer de la contrainte morale et de la violence; c'est faire injure à toutes les luttes du passé et de l'avenir de la classe ouvrière. La négation des autres valeurs sociales, telles que les représentent, par exemples, les conseils des ouvriers et les "communistes de conseil", doit conduire à des conclusions ~~réformistes~~ réformistes du type Bernstein ou à des conceptions idéologiques nationalistes. Car, si l'appropriation du travail d'autrui est une "mission historique", décernée à une minorité au pouvoir, les contradictions de la société ne sont que fictives. Mais nous savons que les hommes ont le droit de vivre en tant qu'hommes, le droit à une répartition proportionnelle de la richesse produite. C'est justifier la possession de la richesse par une minorité que d'attribuer à cette minorité des droits historiques supérieurs. Nous ne pouvons pas parler d'histoire si nous ne tenons pas compte de tous les éléments qui composent la société. Parler de la "nécessité historique" pour le capitalisme de généraliser son système à une échelle universelle, c'est nier automatiquement toute possibilité d'action aux autres classes sociales. Mais nous savons que si deux classes sociales sont opposées, c'est parce que leurs intérêts sont inconciliables



ou alors, si l'une de ces classes manque de "valeurs progressives", nous inventons une sorte de déisme social et nous vénèrerons nos dirigeants bien aimés (comme en URSS). Le postulat de l'auto-émancipation du prolétariat et de la mission qu'il doit remplir sont dûs à l'imagination fertile de Marx. Non, l'histoire appartient à la classe sociale qui sera capable de résoudre l'inégalité sociale et la libération de la personnalité humaine. Si nous admettons que dans la société capitaliste existent des classes sociales avec des intérêts opposés, nous devons examiner leur rôle, leur origine, etc..., nous verrons que dans l'histoire de la société, il existe une hiérarchie de catégories sociales, les unes avec des droits supérieurs et les autres sans la moindre possibilité de faire valoir leurs droits de classe. Cette disparité des droits est due à l'appropriation ou au vol du travail d'autrui. Cette forme d'organisation sociale repose sur la violence, la corruption et la mystification. Alors, si au vol qui est à l'origine des classes on donne le qualificatif de "nécessité historique", nous n'aurons pas compris le sens de l'histoire, ni les besoins de la société. Nous pouvons dire que dans la société capitaliste (comme dans toutes les sociétés où existent des classes) que la moindre activité sociale est faite au bénéfice de la classe qui possède le pouvoir politique et économique, que pour maintenir sa domination, le capitalisme a pour seule ressource la corruption morale de la société avec tout ce que cela comporte. Marx et d'autres révolutionnaires ont préconisé une société sans classes, seule façon de résoudre les contradictions fondamentales de la société dont la plus importante est la suppression de l'exploitation de l'homme par l'homme. La classe qui résoudra cette contradiction aura accompli une "mission historique". Alors quand aura disparu de la société l'idée de nation qui est la plus haute institution du capitalisme, nous verrons apparaître de nouvelles perspectives pour l'humanité. Le progrès social comporte principalement l'épanouissement général de l'esprit de la société entière.

Le "progrès" technique et économique du capitalisme n'a rien à voir avec le progrès social. De là, la nécessité du socialisme. Le fait de posséder juridiquement les moyens de production ne donne pas historiquement le droit de possession. Les valeurs générales de l'humanité doivent être pour nous le vrai moteur de l'histoire. Nous concevons la société dans son ensemble et non pas d'une manière unilatérale. Théoriquement, une classe n'<sup>en</sup>engendre pas une autre. La mauvaise dialectique par contre engendre des dieux et des mystificateurs du type Lénine et consorts. Les classes sont l'héritage de vingt siècles... de civilisation chrétienne et le capitalisme est le destructeur, parce qu'il détruit les rapports essentiels de la société, c'est à dire une harmonisation de la production et de la répartition des richesses.

D; et C. ne disent pas si dans la société capitaliste les rapports de classes sont réellement contradictoires et opposés ou, par contre s'ils sont de simples oppositions logiques dans un système rationalisé. Le problème principal de notre discussion se résume en ceci: les deux classes fondamentales qui constituent la société sont-elles deux forces qui se complètent ou sont-elles deux forces opposées et contradictoires?

Pour ma part, j'ai choisi la deuxième hypothèse. Si nous prêtons des valeurs positives au capitalisme pour donner à l'humanité le dynamisme nécessaire pour un avenir meilleur, nous n'aurons pas besoin de faire de distinction fondamentale dans les rapports de classes. Les deux parties de la société seront unies dans une dépendance réciproque, liées par des intérêts communs et nous retrouverons alors la "qualité" et la "quantité", le droit divin et la nécessité historique... Mais si nous nions cette dépendance réciproque, nous serons forcés de conclure que le capitalisme manque de possibilités historiques. Si nous examinons les "liens" des deux classes, nous verrons que la classe capitaliste a un besoin absolu, pour son développement, d'une autre classe soumise à ses exigences.

Nous ne pouvons pas dire la même chose pour la classe ouvrière. Le socialisme est la négation des classes. La conclusion que nous devons tirer est que s'il y a une mission historique à accomplir dans la société moderne, cette mission incombe à un prolétariat qui se donne une tâche révolutionnaire: c'est évident que pour nous le socialisme est plus nécessaire que jamais. Nous avons beaucoup de problèmes à discuter et à éclaircir et, par dessus tout, le problème de l'auto-émancipation de la classe ouvrière, seul gage de la libération de l'humanité, c'est à dire du socialisme.

Réflexions de G. à propos de la lettre de D.

I- D. pense qu'il y a une différence énorme entre le nationalisme des pays industrialisés (France, Allemagne, etc etc...) et le nationalisme des pays sous-développés. Louzon a développé cette thèse dans un numéro de la "Révolution Pro-létarienne" il y a quelque temps disant que le nationalisme des pays sous-développés avait un caractère "progressif."

Selon D., le nationalisme dans les pays sous-développés permet de prendre conscience au-delà de la tribu et du village: l'indigène sort de l'horizon borné à la famille, il atteint une vision littéralement planétaire. Il fait considérer comme "progrès" un élargissement de cet horizon.

2- Le capitalisme conduit l'humanité vers un avenir meilleur, voire vers le socialisme. Il faut donc laisser faire le capitalisme qui industrialisera le monde, c'est sa "mission". Le socialisme d'ailleurs ne peut exister que dans les pays hautement industrialisés. Pour D., c'est un postulat.

Voici quelques réflexions suggérées par le texte de D. :

- Pour arriver au socialisme, il faut une organisation, une unité de travail, un temps de travail, un temps de travail social moyen. D. dit que sans un calcul économique toute "planification" est impossible. Qu'entend-il par planification? Jusqu'ici, la planification n'a été employée que pour faire "suer un peu plus le burnous". Il faudrait savoir si la planification est incompatible avec le socialisme. Nous connaissons la planification des Etats totalitaires du vingtième siècle et nous y sommes opposés en tant que socialistes. L'unité comptable, le temps de travail social moyen existe dans l'économie capitaliste, nos camarades désirent sans doute perfectionner le système en pensant aux avantages que pourront en tirer les prolétaires!!!

- Nos camarades pensent que le capitalisme doit industrialiser pour créer un prolétariat qui pourra penser au socialisme. Mais nous pouvons remarquer que dans les pays

nouvellement industrialisés (comme l'URSS et bientôt la Chine), ce n'est pas le capitalisme classique qui a créé le prolétariat mais tout simplement l'Etat. En Russie, c'est l'industrialisation qui l'a emportée, c'est l'exploitation de l'homme par l'homme qui s'est perpétuée, avec le concours de l'Etat, la Russie a appliqué les méthodes générales du capitalisme dans les conditions du vingtième siècle.

- Pour D., ce n'est plus une lutte de classes entre exploités et exploités qui domine mais un différend entre pays industriels et pays sous-développés. Cette différence a toujours existé, elle n'est pas nouvelle.

- Dans les pays arriérés, la situation historique serait favorable aux déclassés. Mais en Allemagne, le pays le plus industrialisé de l'Europe occidentale entre les deux guerres mondiales, il semble que les déclassés nient profité de la situation, ce n'est donc pas une situation spéciale aux pays arriérés.

Pour émettre leurs hypothèses, nos camarades s'appuient naturellement sur Marx, mais cela ne résoud pas le problème. Je pense que chez Marx l'opposition prolétariat-capitalisme est un mythe. En effet, engager la lutte contre ce qu'on appelle vulgairement le capitalisme est beaucoup plus facile et beaucoup moins dangereux que de l'engager contre l'Etat. D'autre part, l'exploitation existait avant le capitalisme sous d'autres formes et rien ne dit qu'elle ne continuera pas sous une autre forme après le capitalisme. Ce dernier est le mode moderne d'exploitation tout comme la féodalité et l'esclavage l'étaient à une autre époque. Je pense que la lutte contre l'Etat est beaucoup plus importante, car, sans l'Etat que serait le capitalisme.

Nos camarades pensent que le niveau industriel actuel est insuffisant pour arriver au socialisme, il faut absolument développer l'industrialisation et seul le capitalisme peut la réaliser. Ce n'est là rien de nouveau, ils reprennent purement et simplement quelques idées émises il y a plusieurs décennies sans en rien changer. Ils me font penser à ces so-

cialistes" qui trouvaient que le moment n'était jamais assez mûr pour engager une action; pour eux, le socialisme n'est pas possible les conditions économiques étant défavorables, il n'y a donc qu'à attendre. C'est tout de même une position essentiellement réformiste car être révolutionnaire, c'est vouloir la transformation complète de la société, donc, il n'est pas question de base nécessaire ou de je ne sais quelles conditions objectives. Etre révolutionnaire c'est précisément vouloir briser les étapes (s'il en existe), c'est passer outre: sans cela, le terme de révolutionnaire ne convient pas.

D. dit que pour les ouvriers le terme de socialisme n'a plus aucun sens, qu'ils montrent beaucoup d'incompréhension lorsqu'on leur parle de "véritable socialisme". Les ouvriers ont été dupés tellement de fois qu'ils se méfient, ils connaissent le "socialisme" sous ses formes autoritaires. On ne peut plus obtenir une oreille attentive chez les ouvriers quand on se borne à se prononcer contre quelque chose: ce système a marché pendant longtemps, mais il y a eu tellement d'expériences malheureuses, qu'il y a, et c'est bien naturel, méfiance. Où veulent-ils nous embarquer ceux-là? Lancer dans le vide l'idée de conseil ne suffit pas, il faut que les ouvriers et les paysans (D. rejette ces derniers de la révolution) comprennent ce que cela signifie.

D. veut que les ouvriers pensent à l'échelle mondiale, à l'échelle planétaire, je pense que c'est là une grossière erreur, l'homme, quel qu'il soit ne peut penser qu'à son échelle, il faut absolument qu'il comprenne ce qu'il fait et ce qu'il veut. Penser à l'échelle planétaire n'est possible que pour très peu d'individus.

Nos camarades se sont toujours référés à Marx, je pense que le slogan de Proudhon, si l'on peut se contenter de slogans, est aussi valable que n'importe quelle phrase de Karl Marx:

"L'Atelier remplacera le Gouvernement".

Un camarade hollandais, tenu au courant de notre discussion, nous adresse le texte ci-après que nous faisons suivre d'une réponse.

- Pays Arriérés - Approximations -

I- Les révolutions bourgeoises en Europe ont frayé le chemin à la production capitaliste. La grande industrie, le commerce et l'argent se développaient sur la base de la possession privée des moyens de production. L'autre face de ce développement, c'était la formation d'une large classe de salariés.

2- Politiquement, cette possession privée s'exprimait, entre autres, par un système parlementaire plus ou moins élaboré, et par la liberté de la presse. C'était, pour les entrepreneurs, les moyens de défendre leurs intérêts, souvent opposés. Ces droits politiques étaient surtout un outil des défenseurs des moyens de production; la nouvelle classe des salariés étaient exclus du système parlementaire et elle n'avait pas le droit de s'organiser dans les syndicats.

3- Dans la chasse effrénée aux débouchés pour les marchandises et aux matières premières, la période de l'"impérialisme", les vieilles cultures du Proche-Orient, de l'Asie et de l'Afrique furent désorganisées, mais, il se formait aussi une intelligentsia indigène et souvent une petite couche de bourgeois indigènes. Mais une capitalisation totale de ces territoires coloniaux se révélait impossible. Les profits capitalistes n'étaient presque pas investis dans les pays exploités, vu l'absence d'une nouvelle base de profit direct. Ainsi, il restait seulement la désorganisation qui pouvait aboutir à une chute dans la barbarie.

4- Un mouvement se développe ainsi pour "l'indépendance" sous la direction de l'intelligentsia indigène, afin d'augmenter les moyens de production et la productivité du travail. Il est inévitable que cette intelligentsia assume la gestion



de la vie politique et économique. Elle devient ainsi la nouvelle classe dirigeante, avec tous les avantages matériels et spirituels de cette position.

5- La lutte pour "l'indépendance", c'est donc l'expression de la volonté de l'intelligentsia indigène d'exécuter la tâche que la bourgeoisie occidentale est incapable d'accomplir.

6 - Pour une industrialisation rapide, l'augmentation de la productivité agraire est de la plus grande importance. Des milliers de gens travaillant dans l'industrie, dans le commerce etc... consomment des produits agraires, mais ne les produisent pas. (Réformes agraires).

7 - Le développement de l'industrie ne peut pas être réalisé par la fondation de petites entreprises comme dans le capitalisme occidental, mais, on doit créer de grandes entreprises avec l'investissement de grands capitaux. La bourgeoisie indigène, si elle existe, n'a pas ces moyens. C'est le nouvel Etat ou les capitalistes occidentaux qui doivent les fournir. En tout cas, l'Etat est obligé d'accumuler toute la plus-value formée dans le pays pour la diriger vers les divers points de la vie économique. C'est à dire l'économie d'Etat, ou dirigée par l'Etat, est inévitable.

8 - Parallèlement à ce développement de l'industrie et de la vie agraire s'organise un grand appareil de bureaucraties d'Etat, parce que l'Etat prend toute la vie économique dans sa main.

9 - La construction de l'industrie a une fonction double. D'un côté, elle satisfait plus ou moins les besoins de la population; de l'autre côté, elle augmente le pouvoir de la classe dirigeante; celle-ci peut mieux se fixer à mesure que les groupes d'usines et l'appareil bureaucratique s'élargissent. En réalité, l'industrialisation ne sera jamais orientée vers les besoins de la population; c'est à dire le secteur de la consommation; à cause des besoins de l'accumulation et de l'appareil bureaucratique. Le niveau de vie de la population sera aussi bas que possible. L'extension

du secteur de la consommation sera déterminée par l'intensité de la force des masses dans la lutte contre la bureaucratie.

10 - Ainsi les conditions du développement du capitalisme sont très différentes dans les pays arriérés de celles du capitalisme occidental d'autrefois. Celui-ci commençait avec les libres entrepreneurs et avec une démocratie plus ou moins large pour eux; les pays arriérés commencent avec une économie dirigée, avec de grandes entreprises d'Etat, où une démocratie bourgeoise n'a pas de sens.

11 - Les révolutions russe et chinoise sont les exemples classiques pour les pays arriérés, mais, tout pays devenu "indépendant" sera une variante de cet exemple.

12 - Les formes de gestion du capitalisme d'Etat, ou de l'économie dirigée par l'Etat, rendent impossible une démocratie parlementaire. Celle-ci est basée sur une couche étendue d'entrepreneurs privés. Ainsi, une démocratie économique est impossible dans une économie dirigée centralement. Là où les "managers" doivent manier les forces productrices selon leurs plans bureaucratiques, ils doivent aussi manier la force productrice la plus importante: la force humaine. Une telle gestion de l'économie dirigée ressemble à une "psychologie dirigée" par le système d'un seul parti et une presse dirigée dans le même sens. Des syndicats restent nécessaires pour la bureaucratie, mais seulement en tant que fonction de celle-ci. Dans la presse des syndicats, les plaintes des ouvriers peuvent se faire jour; c'est une soupape de sûreté: il sera

cependant défendu de former une organisation pour combattre les abus.

13 - Là où l'Etat ou une classe de "managers" politiques et économiques ont dans leurs mains la gestion de la production et de la consommation, les sociétés deviennent politiquement une nouvelle classe qui exploite la population. Certainement les bureaucrates introduiront quelques formes "démocratiques", mais cela ne peut être qu'une façade, sans contenu démocratique réel.

I4 - Pour beaucoup de gens, le développement des pays arriérés semble s'acheminer dans la direction du socialisme par le peu de respect pour la libre entreprise et la possession privée des moyens de production. Mais c'est une grande erreur. Il ne s'agit en aucun sens du socialisme, et ce développement ne facilitera pas la lutte pour le socialisme, comparée aux difficultés dans le capitalisme de l'Ouest. En réalité, nous assistons à un nouveau développement du capitalisme, sur une base nouvelle, à cause de la pauvreté de ces pays et de la nécessité d'une industrialisation rapide. L'exploitation des masses par la nouvelle classe dirigeante indigène et par les fournisseurs des capitaux étrangers sera comparable à l'exploitation des ouvriers pendant "l'accumulation primitive" du capitalisme de l'Ouest et de la Russie bolchevique avant la deuxième guerre mondiale (nous connaissons mal la situation présente).

I5- Du point de vue social, en général, l'indépendance des pays arriérés doit être évaluée positivement. Donc, dans son propre intérêt de classe, la bureaucratie est obligée de développer les forces productives et de donner une plus large base à l'enseignement. A présent, les forces productives ne peuvent pas être développées sans que les ouvriers sachent lire et écrire et sans que certaines réformes sociales soient accordées. Le développement du capitalisme dans ces pays fait "mûrir" les conditions soi-disant "objectives" en faveur du socialisme par la formation d'une grande classe ouvrière, l'introduction des populations dans le processus du travail dans le monde, la liquidation de l'analphabétisme. Ainsi, la lutte pour l'indépendance est "objectivement" une lutte révolutionnaire.

I6 - La lutte quotidienne se déroulera autour des conditions du travail et des réformes sociales. On peut s'attendre que dans cette lutte des idées sur une autre forme de la société se développeront, comme c'était le cas dans l'Europe du XIXème siècle. (Socialisme, communisme, anarchisme). Des théories subversives ~~XXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXX~~

surgissent là; où la société est plus ou moins stagnante et accompagnée d'une grande pauvreté, pendant qu'une amélioration sur la base donnée semble impossible. Des théories subversives sont l'expression de l'impuissance à obtenir des résultats réels.

(C'est pourquoi l'Amérique et l'Angleterre n'ont presque pas connu de théories socialistes-communistes. Il semble aussi que les théories socialistes en Europe aient succombé à l'amélioration du niveau de vie).

Ca veut dire que si la nouvelle classe dirigeante réussit à améliorer le niveau de vie (pour se donner une base plus stable pour son pouvoir), il est peu probable que des théories subversives se forment. La population considère la base donnée de la société comme "naturelle", comme la population des vieux pays considère la base bourgeoise de la société comme "naturelle". La lutte quotidienne continue, mais sur la base capitaliste. Jusqu'à ce que l'amélioration s'arrête. Ou jusqu'au jour où des catastrophes politiques ou économiques ébranlent la base de la société.

T7 - La réalisation des conditions "objectives" pour la naissance et le renforcement de la conscience de classe des ouvriers peut être confiée à la nouvelle classe dirigeante. La réalisation des conditions "subjectives" pour lutter sera la tâche des socialistes.

I8 - Pour juger ces événements complexes, il faut avoir un fil-conducteur. On doit toujours chercher les déterminants qui sont favorables pour raffermir la conscience de classe et l'activité. C'est le pivot de toutes les considérations. La lutte pour l'indépendance par exemple a ému des millions d'indigènes pour de bonnes raisons, mais, en luttant pour l'indépendance, nous mettons en avant les buts immédiats de l'intelligentsia, et ceux des travailleurs. Pour l'Intelligentsia, il s'agit de prime abord de former une nouvelle classe d'exploiteurs, avec de hauts salaires pour les ministres, etc..., de bâtir



un grand appareil bureaucratique, de former une armée policière pour tenir les travailleurs en échec. Pour les travailleurs, il s'agit de prime abord d'améliorer leurs conditions de vie. En luttant pour l'indépendance on doit dire que les ouvriers auront autant de droits politiques et économiques qu'ils sauront arracher au gouvernement. On doit éviter une propagande sous les mots de "socialisme" ou de "communisme", parce que ces mots ont un sens sinistre aujourd'hui, mais on doit dire précisément ce qu'on veut en réalité. Ainsi on peut éveiller et activer la conscience de classe çà et là.

H.C.M. ...3 oct. 1960

A propos de "Pays Arriérés - Approximations"  
Encore une fois, la question des Pays arriérés et  
du Nationalisme.

Comme chez D. - C., l'idée d'une mission de la bourgeoisie apparaît dans le texte de H.C.M.: le socialisme n'est concevable que lorsque le capitalisme lui aura préparé le terrain.

Disons, au risque de nous répéter qu'à l'époque actuelle, une telle idée est inacceptable. Dans aucun pays industrialisé, il n'a suffi que le capitalisme accomplisse la dite "mission" pour que les travailleurs prennent conscience du fait qu'ils pouvaient s'emparer du pouvoir. Bien plus! chaque fois qu'ils se sont battus, cela n'a été que pour le compte d'une fraction de la bourgeoisie (quel qu'il ait été son travesti).

Il faut donc dire et redire sans répit que l'expérience du pouvoir de la bourgeoisie nationale n'est nullement une nécessité pour ceux qui ne l'ont pas encore faite, puisque dans les pays où cette expérience a effectivement eu lieu, les travailleurs ne semblent pas en avoir tiré un enseignement supplémentaire. Dans la lutte pour le socialisme il n'y a pas plus de "palier nécessaire" qu'il n'y a de mission de la bourgeoisie.

Partout l'Etat tend à jouer un rôle de plus en plus important dans l'économie et il est certains pays dits arriérés dans lesquels cette expérience a été bien assimilée par la bourgeoisie nationale. N'ayant pas elle-même de moyens suffisants pour jouer ce rôle, elle s'adresse non seulement aux capitalistes occidentaux, mais également à ceux du bloc russe. Mais cette dépendance économique lui ôte obligatoirement toute liberté de manœuvre. On ne voit donc pas pour quelle raison son pouvoir économique peut avoir un sens "progressif" quelconque.

"L'extension du secteur de la consommation sera déter-



minée par l'intensité de la force des masses dans la lutte contre la bureaucratie" écrit H.C.M. A-t-il voulu dire "bourgeoisie"? Sinon, quelle est cette subtile distinction?

Il en résulte, en tout cas, que la "mission" de la bourgeoisie étant d'industrialiser, les exploités ne doivent pas contrecarrer cette "mission" par des luttes "prématurées".

H.C.M. explique que dans les nouveaux pays indépendants la bourgeoisie aura tendance à développer un appareil bureaucratique et qu'il en résultera un Etat totalitaire, politiquement et économiquement. Les révolutionnaires devraient donc apporter leur soutien à la formation d'Etats totalitaires? Cette équivoque semble inscrite dans le texte de H.C.M. Il dit notamment: "Pour beaucoup de gens, le développement des pays arriérés semble s'acheminer dans la direction du socialisme ... Mais c'est une grande erreur. Il ne s'agit en aucun ~~xxx~~ sens de socialisme, et ce développement ne facilitera pas la lutte pour le socialisme.." Or tout de suite après il précise que l'indépendance des pays arriérés est à évaluer positivement! On en revient à l'équivoque évoquée plus haut et à celle des conceptions de D. - C.: "L'indépendance n'apporte aucune liberté nouvelle, elle favorise une plus grande exploitation et l'instauration de régimes du type totalitaire, mais comme il y a développement des forces productives..." Le développement du capitalisme ferait mûrir les conditions "objectives" par l'introduction dans le processus du travail de populations arriérés etc.. - toujours le même blabla pseudo-scientifique dont la conclusion honnête devrait être: aidons le capitalisme, il prépare le socialisme car, paraît-il, "la lutte se déroulera autour des conditions de travail... comme dans l'Europe du 19ème siècle".

L'ennui, précisément, c'est que nous ne sommes plus au 19ème siècle. Aucun développement en vase clos n'est plus concevable. Les travailleurs des pays "avancés" ont fait l'expérience de la lutte "autour des conditions de travail", sans que nous puissions nous dire plus avancés pour cela.

C'est que, contrairement à ce que pense H.C.M. "les



théories socialistes en Europe" n'ont pas "succombé à l'amélioration du niveau de vie". Ces conditions, on ne voit pas qu'elles aient progressé, en Russie et dans certains pays du bloc russe.

La raison n'en est point aussi superficielle, et serait sans doute à rechercher dans la théorie socialiste elle-même.

Et si, de plus, des théoriciens socialistes comme H.C.M. confient à la nouvelle classe dirigeante des pays arriérés, le soin de réaliser les conditions "objectives" du socialisme - les socialistes ayant eux, pour tâche de lutter pour la "réalisation des conditions "subjectives", "Ce qu'ils doivent faire, sans gêner, supposons-nous, ceux qui doivent réaliser les conditions "objectives". Quadrature du cercle ou réformisme: mais en tous les cas il faut appeler les choses par leur nom.

Puisqu'ils "n'auront autant de droits qu'ils sauront en arracher" pourquoi diable les travailleurs doivent-ils user leurs forces dans une lutte pour l'indépendance nationale dont ils ne seront pas les bénéficiaires? Ne doit-on pas les mettre immédiatement en garde contre les illusions de la lutte "nationale" et contre l'Etat oppressif que leur prépare leur bourgeoisie?

Pourquoi alors ne pas donner immédiatement son sens à une lutte qui doit ouvertement être une lutte contre l'exploitation de l'homme par l'homme.

Annexe

1- Position des camarades de Noir et Rouge

2- Article de Paul Mattick

## Position des camarades de Noir et Rouge

1- Guerre d'Algérie, une des plus graves responsabilités de la classe ouvrière française qui seule pouvait la rendre impossible. Les ouvriers se sont installés dans la guerre (chômage- pétrole- abandon à un autre impérialisme).

2- Les Algériens s'installent dans la guerre, les combattants au maquis, les civils dans la terreur. Ils attendent ce qu'ils croient être la liberté (car l'indépendance économique étant avant longtemps inconcevable) l'indépendance ne peut être qu'un palier, les algériens devront continuer la lutte contre leurs exploités tout en construisant le pays.

3- Les classes travailleuses luttent contre le capitalisme et contre l'Etat, tout autre objectif comme la question nationale ne peut-être que diversion, d'ailleurs suspecte d'être inventée par le Capital. Mollet n'exprime d'ailleurs avec cynisme que ce qu'ont toujours pensé les partis ouvriers en proclamant "le droit des peuples à disposer d'eux mêmes est contraire au socialisme".

4- Il y a un impérialisme socialiste et syndical comme il y a un impérialisme capitaliste militaire, religieux économique et politique. Cet impérialisme est fondé sur le même préjugé que l'autre: c'est à dire que les peuples retardés n'ont qu'à suivre les plus évolués, se laisser guider par eux et les rattraper pour s'assimiler à eux, à leurs méthodes. Même préjugé contre tout particularisme, tout séparatisme.

5- Si le résultat final n'a rien en soi qui satisfasse l'anarchisme, du moins cette lutte vaut par elle-même notre admiration, par l'énergie populaire qu'elle a nourri mais aussi parce qu'elle a conquis: la Terre et la Liberté. La terre à celui qui la travaille, la liberté d'être soi-même avec ses caractères nationaux. Assurément la petite propriété même tempérée de coopératisme n'est pas un idéal suffisant et d'autres libertés sont nécessaires. Cette révolution comme beaucoup d'autres a amené une nouvelle classe au pouvoir,

mais un peuple a fait un pas de plus pour saisir en main ses destinées (Exemple Irlandais N&R P. 54).

6- Ce mouvement si profond (de l'indépendance nationale) si général et qui fut si irrésistible, s'il n'a rien d'alarmant dans ces conséquences négatives pour des internationalistes, offre par contre quelque chose de positif: l'affaiblissement des grands Etats impérialistes, le ravalement des nations dominatrices au rang de nations ordinaires, l'égalité grandissante des peuples, la possibilité de plus en plus large de traiter les uns avec les autres en termes d'entr'aide et de compréhension et non plus d'intimidation et de mépris.

( T & J Presly N&R- 62)

7- Impérialisme d'un type nouveau avec les EU et l'URSS. L'expression des formes nationales est contrecarrée le moins possible, l'existence de l'Etat dépendant est garantie. Les structures locales sont les courroies de transmission. Le vieux pacte colonial est maintenu, il est plus souple et apparemment adopté de plein gré, il y a alliance sur le plan militaire, les cadres et les troupes sont indigènes, il y a l'état major "commun". Le nouvel impérialisme peut ménager un peu plus les nationalismes.

( T.J. Presly N&R P.65)

8- L'Etat est à l'origine de la Nation, le marché est l'utilité de la Nation, les mythes nationaux sont la conséquence de l'isolement intellectuel.

9- L'existence d'un Etat national au moins supprime une dépendance politique, économique et culturelle: celle d'un peuple à l'égard de l'Etat impérialiste, même si elle établit une autre dépendance vis à vis de l'Etat National. Si l'indépendance était nécessaire pour en arriver là, elle n'aura pas été inutile.

10- Un peuple n'a pas besoin de grouper un certain nombre de millions d'hommes pour avoir droit à l'existence. Et l'indépendance a déjà été reconnue à des peuples d'importance numérique infime mais pourtant bien individualisés (Islande, Albanie, Pays Baltes).

Comme c'est finalement sur la base des peuples et non sur celle des Etats que le fédéralisme doit reposer, il faut voir les peuples tels qu'ils sont et aussi nombreux qu'ils sont et non pas continuer à vouloir observer les réalités humaines à travers le cadre des structures étatiques.

(J.P. N&R P. IO5/IO6)

II- L'indépendance la plus rapide reste la condition nécessaire pour rendre possible tout fédéralisme ultérieur.

( J.P. N&R P. IO6 )

I2- Le nationalisme est sans doute un phénomène économique mais aussi et souvent plus encore psychologique.

Paul Roland N&R P. IO9

I3- Le développement du capitalisme, de l'industrie, des Etats-nations a été aussi un phénomène révolutionnaire: il a définitivement brisé le cadre médiéval, féodal ou pré-féodal d'une société hiérarchisée mais communautaire ou chaque individu s'inscrivait dans le cadre d'une famille, d'une tribu, d'un clan dont il était fortement solidaire. La vie moderne apporte brusquement une rupture qui libère l'individu mais le laisse désemparé hors de la tutelle mais également de la protection morale et matérielle de sa cellule.

Paul Roland N&R P. IIO

I4- L'indépendance nationale est une phase nécessaire mais après l'Etat s'installe et la lutte ne cesse pas.

Les camarades de "Noir & Rouge" ont d'ailleurs résumé leurs positions dans le numéro 7-8, sous le titre:

### Nationalisme ou Anarchisme

1- Le nationalisme politique, économique et culturel est peut-être le phénomène le plus important tout au moins le plus visible de la société contemporaine.

2- Le mouvement ouvrier n'échappe pas à la division en nations - et les séparations verticales en nations se révèlent, en règle générale, plus fortes que les clivages horizontaux en classes.

3- Les peuples évoluent parallèlement sans se connaître et l'expérience révolutionnaire internationale est très limitée.

4- Non seulement la solidarité effective est très réduite entre prolétariats métropolitains et peuples coloniaux, mais il n'y en a pas plus entre les peuples européens eux-mêmes. (Affaires similaires de l'Algérie et de la Hongrie).

5- La cause essentielle de ces entraves au développement d'une conscience et d'une vie sociale mondiale est l'existence des Etats-nations.

6- La multiplication des Etats-nations est un phénomène historique irréversible, c'est le choc en retour de la conquête du monde par les quelques Etats européens touchés les premiers par le capitalisme et l'industrialisation.

7- Ce phénomène est irréversible - mais il doit être dépassé - l'égalité effective des peuples est la condition nécessaire d'une véritable société internationale. La prolifération des Etats signifie que les plus grands affaiblissements et que les plus petits sont invivables.

8- Les mouvements d'émancipation nationale n'ont pas en vue la société libertaire mais sans eux elle ne pourrait se réaliser. La fédération des peuples ne peut se substituer à la juxtaposition des Etats ~~qui est le processus~~ général de redistribution géographique, égalitaire, des acti-

vités humaines.

Processus que l'impérialisme dans ses formes anciennes ou nouvelles n'a fait qu'entraver au profit:des premières de l'Europe de l'Ouest; les secondes des Etats-Unis et de l'URSS.

9- Le particularisme local n'est pas en soi une fin libertaire mais contre le monopole universel il constitue une aussi saine réaction que la révolte individuelle contre l'oppression sociale et la mystification nationale.

10- Il n'y a, pour nous, pas plus de peuple élu que de grande nation, que de pays de la liberté, des droits de l'homme ou du socialisme, que de la civilisation à admirer. Tout Etat est anti-libertaire par destination, tout peuple est libertaire en acte dès qu'il se révolte, mais peut aussi rapidement cesser de l'être vis à vis des autres peuples dont il tolère l'exploitation.

11- La mystique nationale n'a qu'une puissante valeur négative et destructrice (quand elle combat l'oppression et fait éclater la domination); elle ne peut rien apporter de positif à la conscience humaine et à l'édification d'une société meilleure.

12- Les anarchistes ne peuvent donc se prêter aux mouvements d'émancipation coloniale et nationale qu'un soutien éminemment critique. Leur tâche reste de saper à la base tout esprit national, toute mesure nationale, comme toute institution coloniale et impériale. Le rempart de l'exploitation et de l'oppression, de l'injustice et de la misère, de la haine et de l'ignorance reste l'Etat où qu'il apparaisse avec son cortège:Armée, Eglise, Parti, paralysant les hommes et les dressant les uns contre les autres par la guerre, la hiérarchie, la bureaucratie, au lieu de les unir par la coopération, la solidarité, l'entr'aide.



Nationalisme et Socialisme

par Paul Mattick

(Extrait de "The American Socialist") sept. 1959

Qu'elles soient soudées par l'idéologie, par les conditions objectives, ou par la combinaison habituelle des deux, les Nations sont des produits d'un développement social. Il n'y a pas plus de raison de chérir ou de maudire le tribalisme ou, pour la même raison, un cosmopolitisme idéal. La nation est un fait pour ou contre lequel on lutte, suivant les circonstances historiques et leurs implications pour les populations et, à l'intérieur de ces populations pour les différentes classes.

L'Etat national moderne est à la fois produit et condition du développement capitaliste. Le capitalisme tend à détruire les traditions et les particularités nationales en étendant son mode de production partout dans le monde. Cependant, quoique la production mondiale, et quoique le "vrai" marché capitaliste soit le marché mondial, le capitalisme surgit dans certaines nations plus tôt que dans d'autres, trouva des conditions plus favorables dans certains endroits, y réussit mieux, et combina ainsi des intérêts capitalistes spéciaux avec des besoins nationaux particuliers.

"Les nations progressives" du dernier siècle furent celles où se produisit un développement capitaliste rapide; "les nations réactionnaires" furent celles où les rapports sociaux entravèrent le développement du mode capitaliste de production. Parce que le "proche avenir" appartenait au capitalisme, et, parce que le capitalisme est la condition préalable du socialisme, les socialistes non-

utopistes favorisèrent le capitalisme comme opposé aux vieux rapports sociaux de production, et saluèrent le nationalisme dans la mesure où il pouvait hâter le développement capitaliste. Sans l'admettre ouvertement, ils n'étaient pourtant pas loin d'accepter l'impérialisme capitaliste comme moyen d'en finir avec la stagnation et le retour des contrées non-capitalistes, d'orienter ainsi leur développement dans des voies progressives. Ils étaient favorables aussi à la disparition des petites nations incapables de développer l'économie sur une grande échelle, et à leur absorption par des entités nationales plus larges, capables de développement capitaliste. Ils soutenaient cependant les petites "nations progressives" contre les grands pays réactionnaires et si elles étaient absorbées par ces derniers, firent cause commune avec les mouvements de libération nationale. A aucun moment et en aucune occasion cependant, le nationalisme n'était considéré comme objectif socialiste; il n'était accepté comme instrument d'un progrès social qui, ensuite, aboutirait finalement à l'internationalisme socialiste.

Le "monde capitaliste" du siècle dernier, c'était le capitalisme occidental. La question nationale se posait à propos de l'unification de pays comme l'Allemagne et l'Italie, de la libération de nations opprimées comme l'Irlande, la Pologne, la Hongrie, la Grèce et de la consolidation d'Etats "synthétiques" comme les Etats-Unis. C'était aussi le monde du socialisme, un monde limité, vu du 20ème siècle. Alors que les questions nationales qui agitaient le mouvement socialiste au milieu du 19ème siècle étaient ou bien résolues, ou bien en voie de l'être et avaient en tout cas cessé d'avoir une réelle importance pour le socialisme occidental, le mouvement révolutionnaire du 20ème siècle, élargi au monde entier, posait de nouveau la question du nationalisme. Ce nouveau nationalisme, qui secoue la domination occidentale et institue les rapports de production capitaliste et l'industrie moderne dans des

régions encore sous-développées, est-il toujours une force "progressive" comme l'était le nationalisme d'antan? Ces aspirations nationales coïncident-elles en quelque ce soit avec les aspirations socialistes? Hâtent-elles la fin du capitalisme en affaiblissant l'impérialisme occidental ou bien injectent-elles une vie nouvelle au capitalisme en étendant au globe entier son mode de production?

La position du socialisme du 19<sup>ème</sup> siècle, vis à vis du nationalisme ne consistait pas seulement à préférer le capitalisme à des systèmes sociaux plus statiques. Les socialistes intervenaient dans les révolutions démocratico-bourgeoises qui étaient aussi nationalistes; ils appuyaient les mouvements de libération nationale des peuples opprimés parce qu'ils se présentaient sous des formes démocratico-bourgeoises, parce qu'aux yeux des socialistes, ces révolutions nationales démocratico-bourgeoises n'étaient plus des révolutions strictement capitalistes. Elles ~~ne~~ pourraient être utilisées, sinon à installer le socialisme lui-même, du moins à favoriser la croissance de mouvements socialistes et à lui assurer de meilleures conditions.

Cependant à la fin du siècle, c'est l'impérialisme, non le nationalisme, qui était à l'ordre du jour. Les intérêts allemands "nationaux" étaient devenus ~~devenus~~ des intérêts impérialistes rivalisant avec les impérialismes d'autres pays. Les intérêts "nationaux" français étaient ceux de l'empire français, comme ceux de Grande-Bretagne étaient ceux de l'Empire britannique. Le contrôle du monde et le partage de ce contrôle entre les grandes puissances impérialistes déterminaient des politiques "nationales". Les guerres "nationales" étaient des guerres impérialistes culminant en guerres mondiales.

On considère généralement que la situation russe, au commencement du 20<sup>ème</sup> siècle, était en bien des points similaire à la situation révolutionnaire de l'Europe occidentale du milieu du 19<sup>ème</sup> siècle. L'attitude positive des premiers socialistes à l'égard des révolutions nationales

bourgeoises s'appuyait sur l'espoir, sinon sur la conviction, que l'élément prolétarien, dans ces révolutions, dépasserait le but limité de la bourgeoisie. Pour Lénine, la bourgeoisie russe n'était plus capable d'accomplir sa propre révolution démocratique de sorte que la classe ouvrière était appelée à accomplir la révolution bourgeoise et la révolution prolétarienne à travers une série de changements sociaux qui constitueraient une "révolution permanente". En un sens, la nouvelle situation semblait répéter sur une plus grandiose échelle, la situation révolutionnaire de 1848. Au lieu des alliances d'autrefois, limitées et temporaires, entre mouvements démocratiques bourgeois et internationalisme prolétarien, il existait maintenant à l'échelle mondiale, un ensemble de forces révolutionnaires de caractère à la fois social et national, qui devraient être entraînés au-delà de leurs objectifs restreints vers des fins prolétariennes.

Un socialisme international consistant, comme celui de Rosa Luxemburg, par exemple, s'opposait à l'"auto-détermination nationale" des Bolchevicks. Pour elle, l'existence de gouvernements nationaux indépendants n'altérerait pas le fait qu'ils seraient contrôlés par les puissances impérialistes puisque ces dernières dominaient l'économie mondiale. Jamais on ne pourrait lutter contre le capitalisme impérialiste, ni l'affaiblir, en créant de nouvelles nations: mais seulement en opposant au supranationalisme capitaliste l'internationalisme prolétarien. Naturellement, l'internationalisme prolétarien ne peut empêcher et n'a aucune raison d'empêcher les mouvements de libération nationale contre la domination impérialiste. Ces mouvements appartiennent à la société capitaliste, exactement comme son impérialisme. Mais "utiliser" ces mouvements nationaux pour des buts socialistes ne pouvait signifier autre chose que les débarrasser de leur caractère nationaliste et les transformer en mouvements socialistes, orientés vers l'internationalisme.

- II -

La première guerre mondiale produisit la Révolution russe, et, quelles qu'aient été ses intentions primitives, elle fut et resta une révolution nationale. Bien qu'elle attendit de l'aide de l'étranger elle n'en apporta jamais aux forces révolutionnaires de l'extérieur, excepté lorsque cette aide lui fut dictée par les intérêts russes nationaux. La 2ème guerre mondiale et ses séquelles amena l'indépendance pour l'Inde et le Pakistan, la Révolution chinoise, la libération de l'Asie du Sud-Est, et l'auto-détermination pour quelques nations d'Afrique et du Moyen-Orient. A première vue, cette renaissance du nationalisme contredit à la fois la position de R. Luxembourg et celle de Lénine, sur la "question nationale". Apparemment, l'époque de l'émancipation nationale n'est pas terminée, et il est évident que le courant de plus en plus fort contre l'impérialisme ne sert pas les fins socialistes révolutionnaires à l'échelle mondiale.

Ce que révèle réellement ce nouveau nationalisme, ce sont les changements structurels de l'économie capitaliste mondiale et la fin du colonialisme du 19ème siècle. Le "fardeau de l'homme blanc" est devenu un fardeau réel au lieu d'une aubaine. Les profits de la domination coloniale diminuent tandis que le coût de l'empire augmente. Sans doute, des individus, des corporations, et même des gouvernements, s'enrichissent encore par l'exploitation coloniale. Mais ceci n'est plus dû qu'à des conditions spéciales, contrôle de ressources pétrolières concentrées, découvertes de grands gisements d'uranium, etc... plutôt qu'au pouvoir général de faire des opérations profitables dans les colonies et autres contrées dépendantes. Les taux de profit exceptionnels d'autrefois sont tombés aujourd'hui au niveau de taux de profit "normal". Lorsque le profit reste exceptionnellement élevé, c'est surtout dû aux subsides gouvernementaux. En général, le colonialisme ne paye plus, de sorte que, c'est en partie le principe du profit lui-même qui invite à reconsidérer le problème de la domination impérialiste.

Deux guerres mondiales ont plus ou moins détruit les vieilles puissances impérialistes. Mais elles n'ont pas amené la fin de l'impérialisme qui, tout en prenant de nouvelles formes et expressions, maintient le contrôle économique et politique des nations fortes sur les faibles. Un impérialisme indirect paraît plus riche en promesses que le colonialisme du 19<sup>ème</sup> siècle ou sa renaissance tardive dans la politique russe des satellites. Naturellement, l'une n'exclut pas l'autre, et on voit des considérations stratégiques réelles ou imaginaires porter les Etats-Unis à contrôler Okinawa, et l'Angleterre, Chypre. Mais en général, un contrôle indirect peut être supérieur à un contrôle direct, de même que le système du travail salarié s'est montré supérieur au travail des esclaves. Seule dans l'hémisphère Ouest, l'Amérique n'a pas été une puissance impérialiste dans le sens traditionnel. Elle s'est assuré le bénéfice du contrôle impérial, plus par la "diplomatie du dollar" que par l'intervention militaire directe. En tant que puissance capitaliste la plus forte, l'Amérique espère dominer à sa manière les régions non soviétiques du monde.

Aucune des puissances européennes n'est de force aujourd'hui à s'opposer à la dissolution complète de son empire, si ce n'est avec l'aide américaine. Mais cette aide soumet ces nations tout comme leurs possessions étrangères, à la pénétration et au contrôle américains. Héritant de ce qu'abandonne l'impérialisme à son déclin, les Etats-Unis n'éprouvent pas le besoin de voler au secours de l'impérialisme ouest-européen à moins qu'un tel secours ne fruste le bloc oriental. "L'anti(colonialisme)" n'est pas une politique américaine délibérément voulue pour affaiblir les alliés occidentaux, - bien qu'en fait elle les affaiblisse - mais a été choisie dans la perspective de renforcer le "monde libre". Il est certain que cette perspective comprehensive, couvre de nombreux intérêts spéciaux plus étroits, ce qui donne à "l'anti-impérialisme" américain



son caractère hypocrite et conduit à penser qu'en s'opposant à l'impérialisme des autres nations, l'Amérique développe le sien.

Privées de possibilités impérialistes, l'Allemagne, l'Italie et le Japon, n'ont plus de politique indépendante. Le déclin progressif des Empires français et britannique a fait de ces nations des puissances de second ordre. En même temps, les aspirations nationales des régions moins développées et plus faibles, ne peuvent se réaliser que si elles entrent dans les plans de conquête des impérialismes dominants. Quoique la Russie et les Etats-Unis se partagent la suprématie mondiale, des pays moins importants s'efforcent néanmoins de défendre leurs intérêts spécifiques et d'influencer quelque peu la politique des super-grands. L'opposition et les contradictions internationales de ces deux grands rivaux permettent aussi à des nations nouvellement apparues comme la Chine et l'Inde, un degré d'indépendance qu'elles n'auraient pu atteindre sans cela. Sous le couvert de la neutralité, une petite nation comme la Yougoslavie par exemple peut quitter un bloc de puissances pour retourner à l'autre. Les pays indépendants moins faibles peuvent soutenir leur indépendance, comme on le voit, grâce uniquement au conflit majeur entre la Russie et les Etats-Unis.

L'érosion de l'impérialisme occidental, dit-on, crée un vide du pouvoir dans les régions jusqu'alors subjuguées. Si le vide n'est pas comblé par l'Ouest, il le sera par la Russie. Bien sûr, ni les représentants du "nouveau nationalisme" ni ceux du "vieux impérialisme" ne comprennent cette sorte d'affirmation, puisque le nationalisme se substitue à l'impérialisme, aucun vide ne se produit. Ce qu'il faut entendre par "vide" c'est que "l'auto-détermination nationale" des pays sous-développés les laisse à la merci d'une "agression communiste" intérieure et extérieure, à moins que l'Ouest ne garantisse leur "indépendance". En d'autres termes, l'auto-détermination nationale



n'inclut pas le libre choix de ses alliés, quoiqu'elle implique parfois une préférence à l'égard de la "protection" des puissances occidentales.

"L'indépendance" de la Tunisie et du Maroc, par exemple, est reconnue aussi longtemps que l'indépendance à l'égard de la France implique la loyauté, non envers la Russie, mais envers le Bloc occidental dominé par l'Amérique.

Dans la mesure où elle eut encore exercer dans le monde des deux blocs, l'auto-détermination nationale est une expression de la "guerre froide", une impasse politico-militaire. Mais la tendance du développement n'est pas vers un monde composé de nations nombreuses, chacune indépendante et vivant dans la sécurité, mais vers la désintégration des nations faibles, c'est à dire vers leur "intégration" à l'un ou l'autre bloc. Sans doute, la lutte pour l'émancipation nationale à l'intérieur des rivalités imperialistes permet à certaines contrées d'exploiter la lutte pour le pouvoir entre L'Est et l'Ouest. Mais ce fait lui-même tend à limiter leurs aspirations nationales puisqu'un accord ou une guerre, entre l'Est et l'Ouest mettrait fin à leur possibilités de manoeuvre entre les deux blocs. Et tandis que la Russie qui n'hésite pas à détruire tout essai de l'auto-détermination nationale réelle dans les pays qui sont sous son contrôle direct, est prête à appuyer toute auto-détermination nationale dirigée contre la domination occidentale, l'Amérique qui réclame l'auto-détermination pour les satellites de la Russie, n'hésite pas à pratiquer dans le Moyen-Orient ce qu'elle abhorre en Europe Orientale. En dépit des révolutions nationales et de l'auto-détermination, l'époque de l'émancipation nationale est pratiquement dépassée. Ces nations peuvent conserver une indépendance formelle ne les libère pas de la domination économique et politique de l'Ouest. Elles ne peuvent échapper à cette suprématie qu'en acceptant celle de la Russie, en se plaçant à l'intérieur du bloc Oriental.

Les révolutions nationales dans les régions retardées

du point de vue capitaliste, sont des essais de modernisation par l'industrialisation, soit qu'elles expriment simplement une opposition au capital étranger, soit qu'elles tendent à changer les rapports sociaux existants. Mais tandis que le nationalisme du 19<sup>ème</sup> siècle était un instrument de développement du capital privé, le nationalisme du 20<sup>ème</sup> siècle est essentiellement un instrument de développement du capitalisme d'Etat. Et tandis que le nationalisme du siècle dernier, créait le libre marché mondial et le degré d'interdépendance économique possible à l'intérieur du capitalisme privé, le nationalisme actuel, porte de nouveaux coups à un marché mondial déjà en voie de désagrégation et détruit ce degré d'intégration internationale "automatique" qu'avait engendré le mécanisme du marché libre.

Derrière les mouvements nationalistes, il y a, bien sûr, la pression de la pauvreté, qui devient de plus en plus explosive à mesure qu'augmente la différence entre nations pauvres et riches. La division internationale du travail telle qu'elle est déterminée par la formation du capital privé implique l'exploitation des contrées les plus pauvres par les plus riches et la concentration du capital dans les pays capitalistes avancés. Le nouveau nationalisme s'oppose à la concentration du capital déterminée par le marché, de manière à assurer l'industrialisation des pays sous-développés. Dans les conditions actuelles cependant, l'organisation de la production capitaliste sur un plan national augmente sa désorganisation à l'échelle mondiale. Aujourd'hui, entreprise privée et contrôle gouvernemental opèrent simultanément dans chaque pays capitaliste, et dans le monde entier. De sorte qu'existent côte à côte la concurrence générale la plus âpre, la subordination de la concurrence privée à la concurrence nationale la plus impitoyable, et la subordination de la concurrence nationale aux exigences supranationales de la politique des blocs.

A la base des aspirations nationales et des rivalités impérialistes, se trouve le besoin réel d'une organisation mondiale de la production et de la distribution, au profit de l'humanité dans son ensemble. Premièrement, comme le géologue K.F.Mather l'a fait remarquer, parce que la "terre est faite beaucoup plus pour être occupée par des hommes organisés à l'échelle mondiale, pouvant pratiquer au maximum à travers le monde entier le libre échange des matières premières et des produits finis, que par des hommes qui s'entêtent à élever des barrières entre régions, même si ces régions sont de grands pays ou des continents entiers". Deuxièmement parce que la production sociale ne peut se développer pleinement, et libérer les hommes du besoin et de la misère que par la coopération internationale, sans égards aux intérêts nationaux particuliers. Le progrès du développement industriel est fondé sur l'inter-dépendance inévitable. Si elle n'est pas acceptée et utilisée à des fins humaines, une lutte interminable entre nations, pour la domination impérialiste, produira par suite de l'incapacité à réaliser à l'échelle internationale ce qui a été réalisé ou est en voie de l'être sur le plan national: l'élimination partielle ou totale de la compétition capitaliste.

Malgré l'élimination du capital privé ou sa réglementation restrictive, les antagonismes de classe subsistent dans tous les pays, par suite, la nationalisation du capital ayant laissé intacts les rapports de classes, il est impossible d'échapper à la compétition internationale. Comme le contrôle des moyens de production, le contrôle de l'Etat national, qui signifie le contrôle de ses moyens de production, perpétue le maintien des classes sociales; la défense d'un pays et sa force croissante signifie en réalité la défense et la reproduction de nouveaux groupes dirigeants. L'"amour de la patrie socialiste" dans les pays communistes, le désir de se faire une place comme on le voit dans les pays de gouvernements à économie "socialiste" et l'auto-détermination nationale, dans les contrées

autrefois subjuguées, signifie l'existence et la montée de nouvelles classes dominantes liées à l'existence de l'Etat national.

Alors qu'une attitude positive à l'égard du nationalisme trahit un manque d'intérêt pour le socialisme, la position socialiste sur le nationalisme est manifestement inefficace tant dans les pays luttant pour une existence nationale tout comme les pays qui en oppriment d'autres. Une position anti-nationaliste intransigente semble, tout au moins indirectement, appuyer l'impérialisme. Cependant, l'impérialisme fonctionne grâce à ses propres ressorts, indépendamment des attitudes socialistes à l'égard du nationalisme. Bien plus, les socialistes n'ont pas pour rôle de fomenter les luttes pour l'autonomie nationale; comme dans les mouvements de "libération" qui ont surgi dans le sillage de la seconde guerre mondiale. Contrairement aux espoirs d'autrefois, le nationalisme ne put être utilisé à des fins socialistes et il ne fut pas un bon moyen stratégique pour hâter la fin du capitalisme.

Au contraire, le nationalisme détruit le socialisme, en l'utilisant à des fins nationalistes.

Ce n'est pas le rôle du socialisme de soutenir le nationalisme, même quand celui-ci combat l'impérialisme. Combattre l'impérialisme sans affaiblir simultanément le nationalisme, ce n'est autre chose que combattre certains impérialistes et en appuyer d'autres, car le nationalisme est nécessairement impérialiste ou illusoire. Appuyer le nationalisme arabe, c'est s'opposer au nationalisme juif; appuyer ce dernier, c'est lutter contre le premier, car il est impossible de soutenir un nationalisme sans soutenir aussi des rivalités nationales, l'impérialisme et la guerre. Etre un bon nationaliste indien, c'est combattre le Pakistan; être un vrai Pakistanais, c'est détester l'Inde. Ces deux pays récemment "libérés" se préparent à la lutte pour des territoires litigieux et soumettent leur développement à l'action destructive de l'économie de guerre capitaliste.

Et ainsi de suite = "libérer" Chypre de la domination anglaise tend seulement à ouvrir une nouvelle bataille pour Chypre entre Grecs et Turcs et ne supprime pas le contrôle occidental sur la Turquie et la Grèce. "Libérer" la Pologne de la domination russe peut mener à une guerre avec l'Allemagne pour la "libération" des provinces allemandes aujourd'hui dominées par la Pologne, puis à de nouvelles luttes polonaises pour les territoires pris par l'Allemagne. Une indépendance nationale réelle de la Tchécoslovaquie rouvrirait certainement la lutte pour la région des Sudètes, lutte qui entraînerait à son tour la lutte pour l'indépendance tchécoslovaque, et peut être pour celle des Slovaques désireux de se séparer des Tchèques. Avec qui faut-il être? Avec les Algériens contre les Français? Avec les Juifs? Avec les Arabes? Avec les deux? Où les Juifs iront-ils pour faire place aux Arabes? Que feront les réfugiés arabes pour cesser d'être un "mal" pour les Juifs? Que faire d'un million de colons français menacés d'expropriation et d'expulsion quand la libération algérienne sera accomplie? Des questions semblables se posent partout; les Juifs y répondent pour les Juifs, les Arabes pour les Arabes, les Algériens pour les Algériens, les Français pour les Français, les Polonais pour les Polonais, et ainsi de suite de sorte qu'elles demeurent non résolues et insolubles. Si utopique que puisse paraître la recherche d'une solidarité internationale dans cette mêlée des antagonismes nationaux et impérialistes, aucune autre route ne semble ouverte pour échapper aux luttes fratricides et parvenir à une société mondiale rationnelle.

Bien que les sympathies socialistes soient avec les opprimés, elles visent non les nationalismes qui surgissent doublement mais la condition des opprimés qui affrontent à la fois une classe de dirigeants indigènes et de dirigeants étrangers. Leurs aspirations nationales sont en partie des aspirations "socialistes" puisqu'elles renferment l'espérance illusoire des populations appauvries qui

croient qu'elles amélioreraient leurs conditions par l'indépendance nationale. L'auto-détermination nationale n'a pas émancipé les classes laborieuses des pays avancés. Elle ne le fera pas non plus maintenant en Asie et en Afrique. Les révolutions nationales, l'algérienne, par exemple, apporteront peu aux classes inférieures, à part le droit de partager plus équitablement les préjugés nationaux.

Sans doute, c'est quelque chose pour les Algériens, qui ont souffert d'un système colonial particulièrement arrogant. Mais on peut prévoir les résultats possibles de l'indépendance algérienne en examinant le cas de la Tunisie et du Maroc, où les rapports sociaux existants n'ont pas changé, et où les conditions d'existence des classes exploitées n'ont pas été notablement améliorées.

A moins d'être un pur mirage, le socialisme renaîtra comme mouvement international - ou pas du tout - En tous cas, et sur la base de l'expérience passée, ceux qui sont intéressés à la renaissance du socialisme, doivent souligner avant tout son caractère international. Si un socialiste ne peut devenir nationaliste, il n'en est pas moins un anti-colonialiste et un anti-impérialiste. Cependant, sa lutte contre le colonialisme n'implique pas son adhésion au principe d'auto-détermination nationale, mais exprime son désir d'une société socialiste internationale, une société sans exploitation. Si les socialistes ne peuvent s'identifier aux luttes nationales, ils peuvent en tant que socialistes, s'opposer à la fois au nationalisme et à l'impérialisme. Par exemple, le rôle des socialistes français n'est pas de lutter pour l'indépendance algérienne, mais de transformer la France en une société socialiste. Les luttes pour cet objectif aideraient certainement le mouvement de libération en Algérie et n'importe où, mais ce serait là une conséquence secondaire, et non la raison même de la lutte socialiste contre l'impérialisme nationaliste. Au stade suivant, l'Algérie devrait être "dénationalisée" et intégrée à un monde socialiste international.